Statistiques économiques

Statistiques financières du gouvernement du Québec 1984-85

Pour tout renseignement concernant
le BSQ et les données statistiques
qui y sont disponibles, s'adresser au:

117, rue Saint-André
Québec (Québec)
G1K 3Y3
Tél.: (418) 643-5116

ou

1410, rue Stanley, 3e étage
Montréal (Québec)
H3A 1P8
Tél.: (514) 873-4722

ou

Tél.: 1-800-463-4090
(aucun frais d'appel)

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
Troisième trimestre 1986
ISBN 2-550-16411-3

Tirage limité

Reproduction autorisée à condition
de mentionner la source.

Avant-propos

Le Bureau de la statistique du Québec présente, pour une quatorzième année, sa publication "Statistiques financières du gouvernement du Québec", portant cette fois-ci sur l'année financière 1984-85. Cette publication cherche à répondre aux besoins des utilisateurs de renseignements financiers sur le gouvernement provincial, tout en gardant dans la mesure du possible une continuité au cours des années.

L'organigramme de la page suivante présente l'ensemble de l'univers du secteur public au Québec. La présente publication couvre la partie ombragée, c'est-à-dire la section du gouvernement du Québec qui comprend l'ensemble des ministères et des fonds spéciaux[1]. Les statistiques sont présentées de façon détaillée selon le système de gestion financière[2]. Ce système est un cadre d'analyse ayant pour objet de guider l'organisation de statistiques cohérentes et compatibles sur les opérations financières des administrations publiques au Canada. Son objectif fondamental est d'établir, dans la mesure du possible, l'uniformité et la cohérence des données relatives aux opérations financières des diverses administrations publiques. Les statistiques produites sont donc, entre autres, très utiles pour établir des comparaisons interprovinciales.

Les données concernant les revenus et les dépenses sont également présentées selon la nature économique, pour indiquer d'où provient le revenu et de quelle façon est effectuée la dépense.

La publication comprend également deux annexes. La première contient les notes méthodologiques se rapportant aux tableaux décrits précédemment. La deuxième présente les statistiques financières du gouvernement du Québec qui correspondent au cadre administratif suivi par les Comptes publics. Le terme de gouvernement du Québec utilisé ici ne décrit pas la

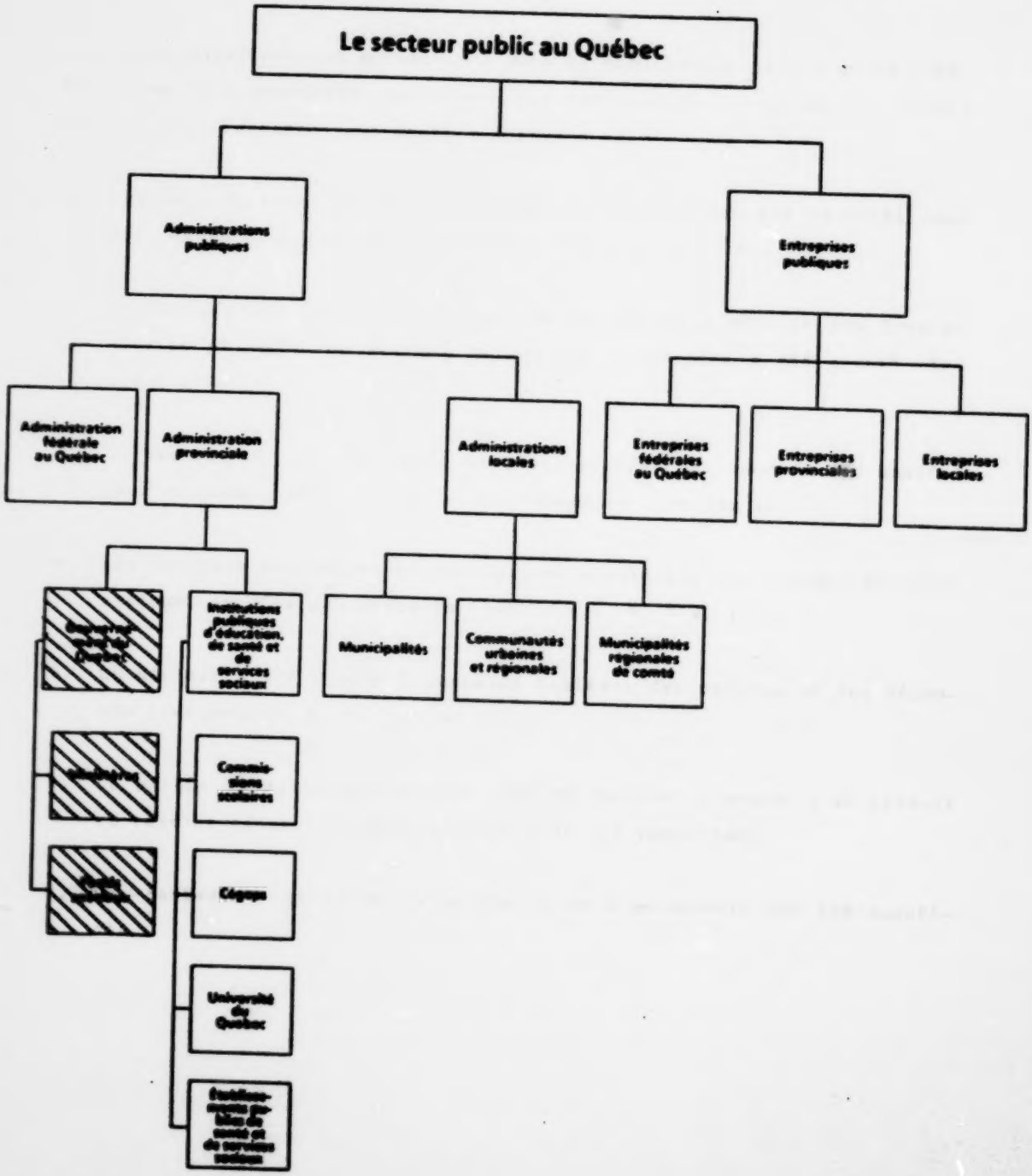
---

1. Pour de plus amples renseignements sur l'univers, voir la publication "Univers du secteur public au Québec", Service des finances, Bureau de la statistique du Québec, janvier 1986.
2. Voir "Le système statistique de gestion des finances publiques", Statistique Canada, catalogue 68-507F, mars 1984.

même réalité que celui utilisé dans le système de gestion financière. En effet, y sont inclus les ministères et quelques fonds spéciaux seulement. Cette section constitue, en fait, une annexe statistique aux Comptes publics de la province de Québec. Des notes explicatives terminent cette annexe.

Nous tenons à remercier les divers organismes gouvernementaux du Québec dont la collaboration a rendu possible la réalisation de cette publication.

DIRECTION DES STATISTIQUES FINANCIÈRES



Services des finances, Bureau de la statistique du Québec.

Modifications par rapport à la dernière publication annuelle

Sept modifications surviennent dans la publication pour l'année 1984-85. Les cinq premières concernent les tableaux de la partie II, tandis que les deux dernières ont trait à l'annexe II.

1. Les deux tableaux de réconciliation des données ont été modifiés pour les rendre plus faciles à consulter (tableaux 3 et 8).

2. Un tableau effectuant la réconciliation entre le déficit des Comptes publics et celui du système de gestion financière a été ajouté (tableau 11).

3. Le tableau sur la provenance et l'utilisation des fonds a été modifié pour en rendre plus facile la compréhension (tableau 14).

4. Les tableaux des séries chronologiques présentent les données en pourcentage, en plus des montants (tableaux 4, 5, 9 et 10).

5. Le déficit a été ajouté à certains tableaux des revenus et des dépenses (tableaux 2, 4, 5, 7, 9 et 10).

6. La partie II de la publication 1983-84 devient l'annexe 2 en 1984-85 et rejoint ainsi les notes explicatives s'y rapportant.

7. Les tableaux 9 et 11 de la partie II de l'an dernier ont été supprimés.

Table des matières

Avant-propos 3

Modifications par rapport à la dernière publication annuelle 7

Signes conventionnels utilisés 12

Présentation 13

Partie I - Faits saillants 15

Chapitre 1. Les revenus généraux bruts et les dépenses générales brutes 17

Les revenus 17
Les dépenses 17

Chapitre 2. L'actif financier et le passif 21

L'actif 21
Le passif 21

Chapitre 3. La provenance et l'utilisation des fonds 23

Partie II - Tableaux statistiques 25

Annexe 1 - Notes méthodologiques 53

Annexe 2 - Statistiques financières du gouvernement selon les comptes publics 1984-85 71

Liste des tableaux statistiques

Partie II - Tableaux statistiques

1 Revenus généraux bruts du gouvernement du Québec, selon la source et la nature économique, Québec, 1984-85 27

2 Revenus généraux bruts du gouvernement du Québec, ministères et fonds spéciaux, selon la source, Québec 1983-84 et 1984-85 30

3 Réconciliation des revenus généraux bruts du gouvernement du Québec avec l'information brute contenue dans les Comptes publics et dans les rapports annuels des fonds spéciaux, Québec, 1984-85 33

4 Revenus généraux bruts du gouvernement du Québec, selon la source, Québec, 1976-77 à 1985-86 34

5 Revenus généraux bruts du gouvernement du Québec, selon la nature économique, Québec, 1976-77 à 1985-86 36

6 Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec, selon la fonction et la nature économique, Québec, 1984-85 37

7 Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec, ministères et fonds spéciaux, selon la fonction, Québec 1983-84 et 1984-85 40

8 Réconciliation des dépenses générales brutes du gouvernement du Québec avec l'information brute contenue dans les Comptes publics et dans les rapports annuels des fonds spéciaux, Québec, 1984-85 43

9 Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec, selon la fonction, Québec, 1976-77 à 1985-86 44

10 Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec, selon la nature économique, Québec, 1976-77 à 1985-86 46

11 Réconciliation du déficit selon la gestion financière avec le déficit présenté dans les Comptes publics, Québec, 1984-85 47

12 Actif du gouvernement du Québec, ministères et fonds spéciaux, Québec, 1983-84 et 1984-85 48

13 Passif du gouvernement du Québec, ministères et fonds spéciaux, Québec, 1983-84 et 1984-85 50

14 Provenance et utilisation des fonds du gouvernement du Québec, Québec, 1984-85 52

Annexe 2 - Statistiques financières du gouvernement du Québec selon les comptes publics 1984-85

1 Revenus bruts, dépenses brutes et dette à long terme du gouvernement du Québec, par exercice financier, Québec, 1975-76 à 1984-85 77

2 Finances du gouvernement du Québec par rapport aux principaux indicateurs économiques, Québec, 1975-76 à 1984-85 78

3 Dépenses brutes du gouvernement du Québec, par ministère par exercice financier, Québec, 1975-76 à 1984-85 79

4 Part relative des ministères dans les dépenses brutes du gouvernement du Québec, par exercice financier, Québec, 1975-76 à 1984-85 80

5 Dépenses en immobilisations du gouvernement du Québec, par ministère et par exercice financier, Québec, 1975-76 à 1984-85 81

6 Opérations de la dette du gouvernement du Québec, par exercice financier, Québec, 1975-76 à 1984-85 82

7 Emprunts à long terme du gouvernement du Québec, par exercice financier, Québec, 1975-76 à 1984-85 83

8 Financement du gouvernement du Québec, par exercice financier, Québec, 1983-84 et 1984-85 84

9 Dette du gouvernement du Québec, au 31 mars, Québec, 1984 et 1985 85

Liste des graphiques

1 Répartition en pourcentage des revenus généraux bruts du gouvernement du Québec, selon la nature économique et la source, Québec, 1984-85 18

2 Répartition en pourcentage des dépenses générales brutes du gouvernement du Québec, selon la nature économique et la fonction, Québec, 1984-85 20

Signes conventionnels utilisés

-	néant
--	nombre infime
r	données révisées
...	ne s'applique pas
..	non disponible

Note: Du fait que les chiffres sont arrondis, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Pour tout renseignement additionnel concernant cette publication, le lecteur peut communiquer à Québec avec M. Alain Auger, (418) 643-5020, à l'adresse suivante :

Direction des statistiques financières
Bureau de la statistique du Québec
117, rue Saint-André, 4e étage
QUÉBEC, Qc
G1K 3Y3

Présentation

Les données contenues dans cette publication sont basées sur le système statistique de gestion des finances publiques[1] élaboré par la Division des finances publiques de Statistique Canada. Tel que décrit dans l'avant-propos, ce système est un cadre d'analyse ayant pour objet de guider l'organisation de statistiques cohérentes et compatibles sur les opérations financières des administrations publiques au Canada. Son objectif fondamental est d'établir, dans la mesure du possible, l'uniformité et la cohérence des données relatives aux opérations financières des diverses administrations publiques.

Pour compléter ce système, les données concernant les revenus et les dépenses sont également présentées, de façon agrégée, selon la nature économique pour démontrer de quelle façon est effectuée la dépense et d'où provient le revenu.

Les données sont présentées de façon détaillée pour les années financières 1983-84 et 1984-85. Par ailleurs, une série chronologique s'étendant sur dix ans présente, de façon agrégée, ces mêmes données pour la période allant de 1976-77 à 1985-86, cette dernière année étant basée sur des prévisions.

En effet, pour la première fois, des prévisions sont incluses dans la publication annuelle. Pour les dépenses, ces prévisions sont basées sur le livre des Crédits[2]. Les prévisions incluses dans cette publication sont les mêmes que celles déjà publiées dans la publication trimestrielle[3]

---

1. "Le système statistique de gestion des finances publiques", Statistique Canada, catalogue 68-507F, mars 1984.
2. "Budget 1986-87, Crédits pour l'année financière se terminant le 31 mars 1987", Gouvernement du Québec, Conseil du trésor, 1er trimestre 1986
3. "Statistiques financières trimestrielles du gouvernement du Québec, 31 mars, 30 juin et 30 septembre 1985", B.S.Q., novembre 1985.

parue en novembre 1985. La prochaine publication trimestrielle, qui devrait paraître en septembre 1986, contiendra les prévisions pour l'année financière 1986-87. Par ailleurs, pour clarifier la présentation des données, nous présentons trois tableaux effectuant une réconciliation avec les données des Comptes publics.

Cette section se termine par les tableaux de données sur le bilan du gouvernement du Québec pour les années 1983-84 et 1984-85 et par un tableau sur la provenance et l'utilisation des fonds pour 1984-85.

Partie I - Faits saillants

Chapitre 1 - Les revenus généraux bruts et les dépenses générales brutes

Les revenus

Le total des revenus généraux bruts du gouvernement du Québec atteint 26 891 930 000 $ en 1984-85, ce qui représente une augmentation de 5,3 % par rapport à l'année précédente.

L'analyse des revenus selon la source nous indique quatre principales sources de revenus. L'impôt sur le revenu domine avec 7 794 723 000 $ et une part relative de 29,0 %. Les tranferts de l'administration fédérale fournissent 6 171 211 000 $ au gouvernement du Québec, soit 22,9 % de ses revenus. Les taxes à la consommation atteignent 4 440 644 000 $, ce qui constitue 16,5 % de l'ensemble des revenus. Enfin, les cotisations aux régimes d'assurance-maladie et d'assurance-sociale se chiffrent à 3 379 897 000 $, ce qui représente une part relative de 12,6 %.

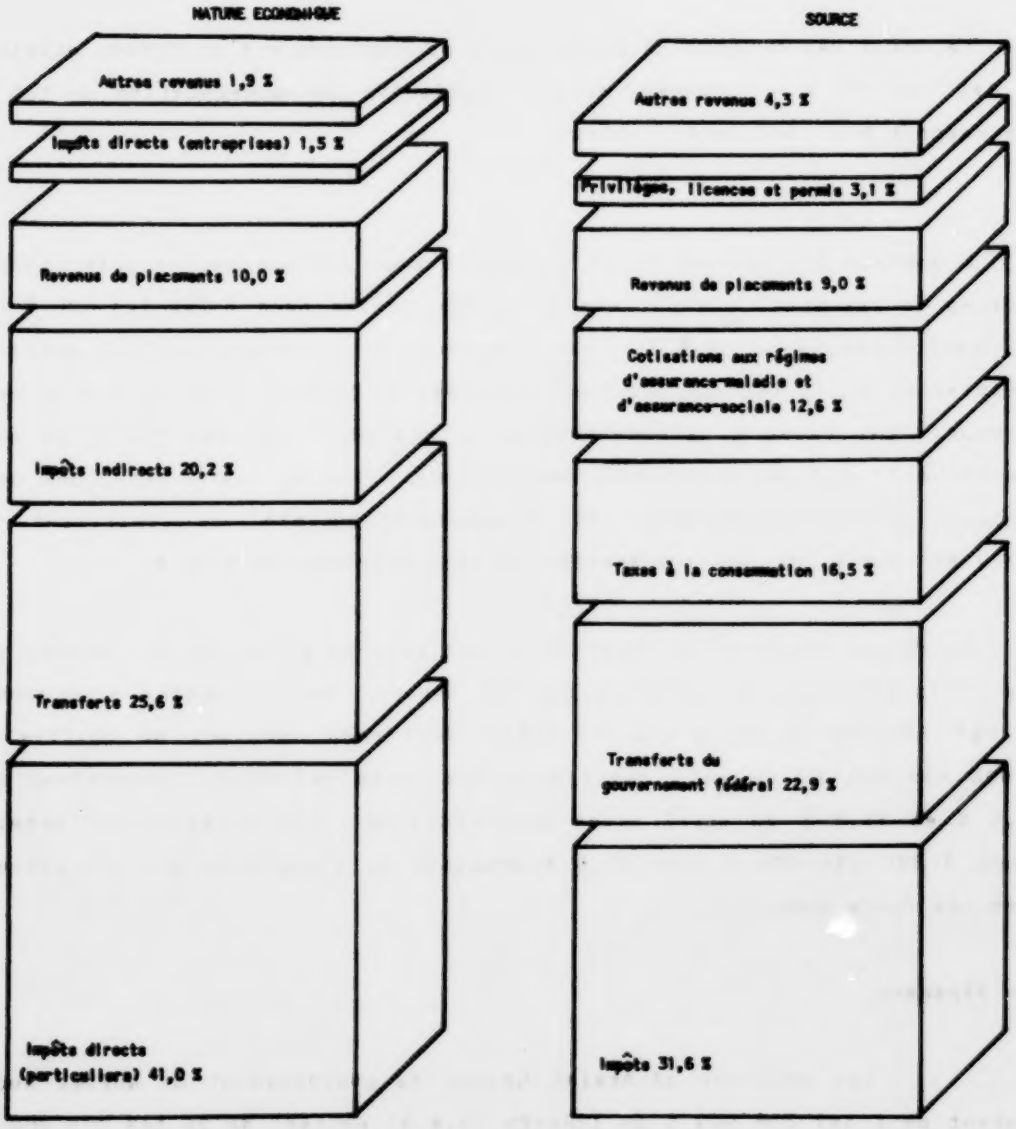
En ce qui concerne la répartition des revenus entre les ministères et les fonds spéciaux, on constate que les revenus des ministères atteignent 22 765 735 000 $ alors que le total des fonds spéciaux se chiffre à 7 008 439 000 $, ce qui représente des parts relatives respectives de 76,5 % et 23,5 % du total avant consolidation. Les éliminations atteignent 2 882 244 000 $ dont 95,6 % provient de transferts des ministères vers les fonds spéciaux.

Les dépenses

Les dépenses générales brutes du gouvernement du Québec augmentent de 1 542 714 000 $ en 1984-85 (5,8 %) passant de 26 569 339 000 $ à 28 112 053 000 $.

L'analyse des dépenses générales brutes selon la fonction démontre que les sommes allouées aux services sociaux sont les plus importantes en

Graphique 1.1
Répartition en pourcentage des revenus généraux bruts du gouvernement du Québec selon la nature économique et la source, 1984-1985



Total: 26 881 930 000 $

1984-85, soit 24,3% du total des dépenses avec un montant de 6 848 819 000 $.

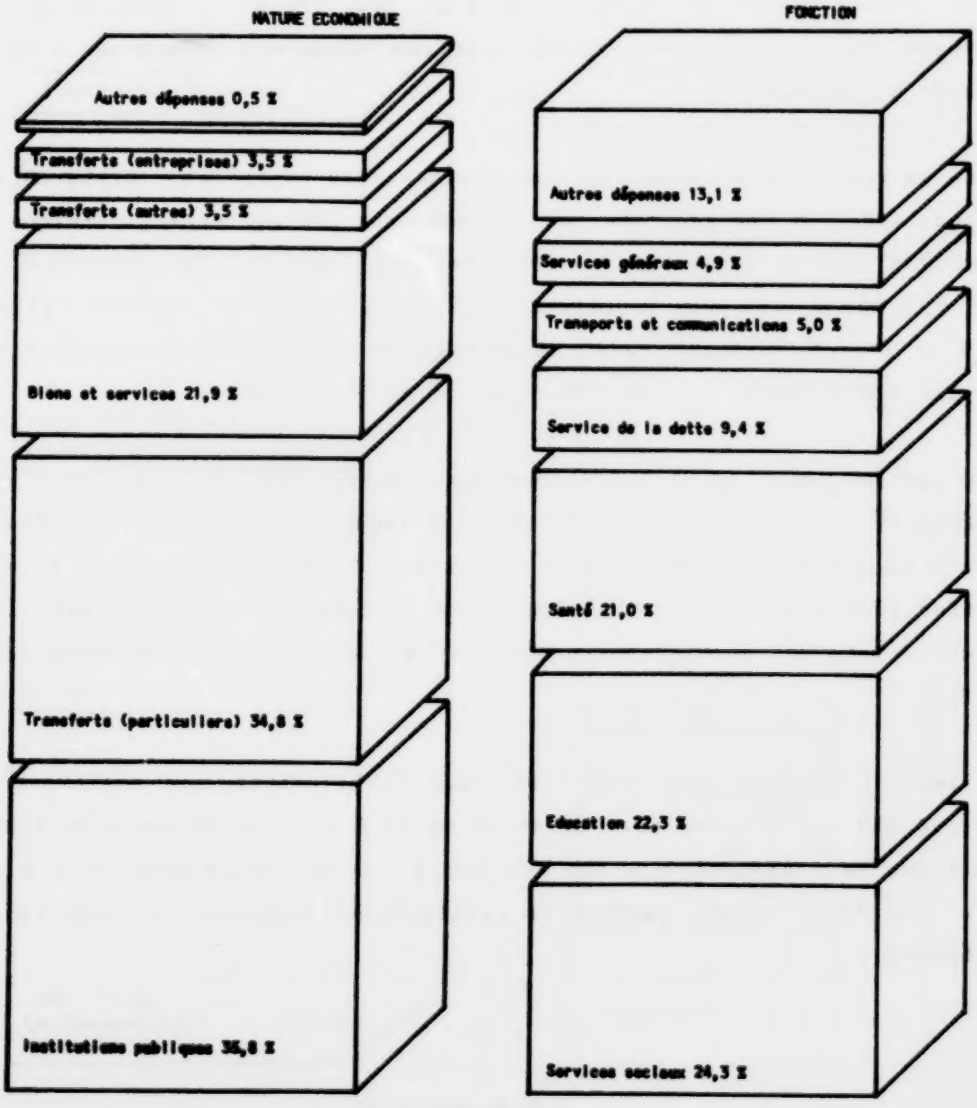
Les dépenses relatives à l'éducation ainsi qu'à la santé sont également importantes. Elles se chiffrent respectivement à 6 259 899 000 $ et à 5 906 726 000 $, ce qui leur procure des parts relatives de 22,3 % et 21,0 %. Enfin, avec des dépenses de 2 635 802 000 $, le service de la dette constitue la dernière fonction avec des déboursés supérieurs à deux milliards de dollars.

En ce qui regarde la répartition des dépenses entre les ministères et les fonds spéciaux, on constate que les dépenses des ministères atteignent 24 912 258 000 $ alors que celles des fonds spéciaux se chiffrent à 6 178 953 000 $, ce qui représente des parts relatives respectives de 80,1 % et 19,9 % du total avant consolidation. Les éliminations sont de 2 979 158 000 $ dont 1 752 301 000 $ ont trait à la santé.

L'analyse selon la nature économique démontre que les transferts aux institutions publiques représentent la plus importante catégorie de dépenses du gouvernement du Québec, avec un montant de 10 057 725 000 $, ce qui constitue 35,8 % du total. Ces transferts comprennent principalement les montants versés aux commissions scolaires, aux cégeps et aux centres hospitaliers.

Viennent ensuite les transferts aux particuliers qui s'élèvent à 9 793 666 000 $, soit une part relative de 34,8 %. Les dépenses en biens et services se chiffrent à 6 165 807 000 $, ce qui représente 21,9 % du total. Les trois autres catégories représentent ensemble 7,5 % du total des dépenses.

Graphique 1.2
Répartition en pourcentage des dépenses générales brutes du gouvernement du Québec selon la nature économique et la fonction, 1984-1985



Total: 28 112 053 000 $

Chapitre 2 - L'actif financier et le passif

L'actif

L'actif financier du gouvernement du Québec atteint 24 324 047 000 $ à la fin de l'exercice financier 1984-85, ce qui constitue une augmentation de 6,7 % par rapport aux données du 31 mars 1984. La répartition avant éliminations, entre les deux composantes se présente comme suit : 10 042 104 000 $ pour les ministères et 16 727 141 000 $ pour les fonds spéciaux.

Le poste le plus important de l'actif des ministères demeure la détention d'actions des entreprises publiques provinciales, qui s'élève à 6 078 180 000 $. La détention des titres d'Hydro-Québec explique en grande partie l'ampleur de ce poste.

L'ensemble des effets à recevoir se chiffre à 1 863 504 000 $ dont 1 482 098 000 $ provient de l'impôt. Le total des effets à recevoir et celui des actions des entreprises publiques provinciales représente près de 80 % du total de l'actif financier des ministères.

Concernant les fonds spéciaux, les dépôts dans les institutions financières gouvernementales constituent près de 74 % du total de l'actif financier de ces fonds. L'importance de ce poste s'explique en majeure partie par le dépôt des surplus de la Régie des rentes et de la Régie de l'assurance automobile auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Le passif

Le passif du gouvernement du Québec s'élève à 25 398 203 000 $ au 31 mars 1985 comparativement à 22 650 517 000 $ au 31 mars 1984. Avec un

niveau d'emprunt élevé, les ministères possèdent un passif de 23 543 580 000 $ alors que le passif des fonds spéciaux atteint 4 299 821 000 $, et ce avant éliminations.

Du côté des ministères, la dette obligataire s'élève à 14 744 010 000 $, la dette relative aux obligations d'épargne atteint 2 666 929 000 $ et les bons du trésor ont un encours de 1 405 000 000 $. Ces trois postes représentent presque 80 % du passif total des ministères.

Pour les fonds spéciaux, la dette obligataire s'élève à 1 731 716 000 $, ce qui représente 40,3 % de leur passif. Les avances atteignent 962 290 000 $, soit une part relative de 22,4 %, tandis que l'ensemble des comptes à payer se chiffre à 570 195 000 $, soit 13,3 % du total.

Chapitre 3 - La provenance et l'utilisation des fonds

Au cours de l'exercice financier 1984-85, les fonds du gouvernement du Québec proviennent à 46,3% de l'augmentation des obligations émises. La croissance des obligations d'épargne apporte 22,7 % du total des fonds du gouvernement. La provenance totale de fonds en 1984-85 est de 3 219 489 000 $.

Ces fonds servent principalement à éponger le déficit qui atteint 1 220 123 000 $ et à augmenter l'encaisse et les dépôts de 1 302 331 000 $.

Partie II - Tableaux statistiques

Tableau 1
Revenus généraux bruts du gouvernement du Québec, selon la source et la nature économique, Québec, 1984-85

Source	Nature économique							
	Impôts directs		Impôts indirects	Transferts		Revenus de placements	Autres revenus	Total
	Particuliers	Entreprises		Particuliers	Autres			
	'000 $							
Revenus de sources propres								
Impôts sur le revenu								
Des particuliers	7 422 495	-	-	-	-	-	-	7 422 495
Des corporations	-	372 228	-	-	-	-	-	372 228
Somme partielle	7 422 495	372 228	-	-	-	-	-	[illegible]
Taxes à la consommation								
Taxes générales de vente	-	-	2 530 217	-	-	-	-	2 530 217
Taxes sur les carburants	-	-	1 023 990	-	-	-	-	1 023 990
Taxes sur le tabac	-	-	440 881	-	-	-	-	440 881
Taxes afférentes aux champs de course	-	-	29 729	-	-	-	-	29 729
Taxes sur les repas et hôtels	-	-	305 393	-	-	-	-	305 393
Taxes sur les télécommunications	-	-	104 828	-	-	-	-	104 828
Autres taxes à la consommation	-	-	7 806	-	-	-	-	7 806
Somme partielle	-	-	4 440 644	-	-	-	-	4 440 844
Cotisations aux régimes d'assurance-maladie et d'assurance sociale								
Primes et taxes d'assurance-maladie	1 452 469	-	-	-	-	-	-	1 452 469
Cotisations aux caisses des accidents de travail	675 835	-	-	-	-	-	-	675 835
Cotisations aux régimes universels de rentes	1 238 076	-	-	-	-	-	-	1 238 076
Cotisations à l'Office de la construction du Québec	13 517	-	-	-	-	-	-	13 517
Somme partielle	3 379 897	-	-	-	-	-	-	3 379 897
Impôts divers								
Impôts sur les primes des compagnies d'assurance	-	-	105 000	-	-	-	-	105 000
Impôts sur les successions	46 469	-	-	-	-	-	-	46 469
Impôts sur les dons	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres taxes sur les corporations	-	-	520 000	-	-	-	-	520 000
Autres impôts	-	-	40 873	-	-	-	-	40 873
Somme partielle	46 469	-	665 873	-	-	-	-	712 342
Revenus provenant des ressources naturelles								
Chasse et pêche	-	-	743	13 264	-	92	2 371	16 470
Forêts	-	2 517	-	-	-	40 508	5 694	48 719
Mines	-	17 463	1 580	-	-	117	529	19 780
Pétrole et gaz naturel	-	-	131	-	-	-	-	131
Ressources hydrauliques	-	-	6 577	-	-	33 288	333	40 198
Autres	-	-	-	-	-	-	7 984	7 984
Somme partielle	-	19 980	9 030	13 264	-	74 005	16 911	[illegible]
Privilèges, licences et permis								
Contrôle et réglementation du commerce des alcools	-	-	78 785	-	-	-	-	78 785
Véhicules automobiles	-	-	133 816	553 558	-	-	40 785	[illegible]
Autres	-	-	48 481	28	-	-	-	[illegible]
Somme partielle	-	-	[illegible]	553 586	-	-	40 785	[illegible]

Tableau 1 (suite)
Revenus généraux bruts du gouvernement du Québec, selon la source et la nature économique, Québec, 1984-85

Source	Nature économique							
	Impôts directs		Impôts indirects	Transferts		Revenus de placements	Autres revenus	Total
	Particuliers	Entreprises		Particuliers	Autres			
				'000 $				
Ventes de biens et services								
À d'autres administrations publiques:								
Formation de la main-d'oeuvre	-	-	-	-	-	-	141 656	141 656
Autres	-	-	-	-	-	-	150	150
Somme partielle	-	-	-	-	-	-	141 806	141 806
À la collectivité:								
Locations	-	-	-	-	-	-	39 948	39 948
Services récréatifs et culturels	-	-	-	-	-	-	9 204	9 204
Autres	-	-	-	-	-	-	227 976	227 976
Somme partielle	-	-	-	-	-	-	277 128	277 128
Somme partielle	-	-	-	-	-	-	418 934	418 934
Revenus de placements								
Provenant des entreprises publiques propres:								
Bénéfices remis:								
Hydro-Québec	-	-	-	-	-	155 837	-	155 837
Société des alcools	-	-	-	-	-	351 985	-	351 985
Société des loteries et courses	-	-	-	-	-	240 000	-	240 000
Somme partielle	-	-	-	-	-	747 822	-	747 822
Autres revenus de placements:								
Intérêts	-	-	-	-	-	1 674 512	-	1 674 512
Dividendes	-	-	-	-	-	2 376	-	2 376
Bénéfices des opérations en devises étrangères	-	-	-	-	-	1 379	-	1 379
Autres	-	-	-	-	-	3 051	-	3 051
Somme partielle	-	-	-	-	-	1 681 318	-	1 681 318
Somme partielle	-	-	-	-	-	2 429 140	-	2 429 140
Autres revenus de sources propres								
Contributions de certains organismes au RREGOP	664	-	-	-	-	-	-	664
Cotisations des participants et contributions de certains organismes aux autres régimes de retraite	168 021	-	-	-	-	-	-	168 021
Intérêts et pénalités sur les impôts	-	-	-	11 959	-	183 680	-	195 639
Amendes et autres pénalités	-	-	-	39 379	-	-	-	39 379
Autres revenus divers	-	-	50 920	993	-	681	25 109	77 703
Somme partielle	168 685	-	50 920	52 331	-	184 351	25 109	481 406
Total des revenus de sources propres	11 017 586	382 286	5 419 529	389 161	-	2 897 386	581 747	20 617 697
Transferts								
Transferts à des fins générales en provenance d'autres administrations publiques:								
Transferts de l'administration fédérale:								
Subventions statutaires	-	-	-	-	4 605	-	-	4 605
Part de l'impôt fédéral sur le revenu des services privés d'utilité publique	-	-	-	-	-	-	-	-

Tableau 1 (suite)
Revenus généraux bruts du gouvernement du Québec, selon la source et la nature économique, Québec, 1984-85

Source	Nature économique							
	Impôts directs		Impôts indirects	Transferts		Revenus de placements	Autres revenus	Total
	Particuliers	Entreprises		Particuliers	Autres			
	'000 $							
Part de l'impôt sur le revenu non distribuée des sociétés	-	-	-	-	39	-	-	39
Péréquation	-	-	-	-	3 101 621	-	-	3 101 621
Accord de réciprocité fiscale	-	-	-	-	57 747	-	-	57 747
Subventions tenant lieu d'impôt foncier	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	(170 247)	-	-	(170 247)
Somme partielle	-	-	-	-	2 993 763	-	-	2 993 763
Transferts à des fins particulières en provenance d'autres administrations publiques et de leurs entreprises:								
Transferts de l'administration fédérale:								
Services généraux	-	-	-	-	2 495	-	-	2 495
Protection de la personne et de la propriété	-	-	-	-	11 759	-	-	11 759
Transports et communications	-	-	-	-	22 444	-	-	22 444
Santé	-	-	-	-	1 365 729	-	-	1 365 729
Services sociaux	-	-	-	-	1 147 849	-	-	1 147 849
Éducation	-	-	-	-	588 810	-	-	588 810
Ressources naturelles	-	-	-	-	11 207	-	-	11 207
Agriculture, industrie, commerce et tourisme	-	-	-	-	25 628	-	-	25 628
Environnement	-	-	-	-	4 289	-	-	4 289
Loisirs et culture	-	-	-	-	2 895	-	-	2 895
Travail, emploi et immigration	-	-	-	-	1 163	-	-	1 163
Logement	-	-	-	-	-	-	-	-
Planification et aménagement des régions	-	-	-	-	13 200	-	-	13 200
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Somme partielle	-	-	-	-	3 177 448	-	-	3 177 448
Transferts des entreprises publiques fédérales	-	-	-	-	102 822	-	-	102 822
Transferts des administrations locales	-	-	-	-	200	-	-	200
Somme partielle	-	-	-	-	103 022	-	-	103 022
Total des revenus de transferts	-	-	-	-	6 274 253	-	-	6 274 253
Total des revenus généraux bruts	11 017 586	382 280	5 419 529	589 161	6 274 253	2 087 586	891 747	[illegible]

Tableau 2
Revenus généraux bruts du gouvernement du Québec, ministères et fonds spéciaux, selon la source, Québec, 1983-84 et 1984-85

Source	1983-84		1984-85						
	Total		Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Total		Variation	
	'000 $	%		'000 $		'000 $	%	'000 $	%
Revenus de sources propres									
Impôts sur le revenu									
Des particuliers	7 024 797	27,5	7 422 495	-	-	7 422 495	27,6	397 698	5,7
Des corporations	252 091	0,9	372 228	-	-	372 228	1,4	140 137	60,4
Somme partielle	7 256 888	28,4	7 794 723	-	-	7 794 723	29,0	537 835	7,4
Taxe à la consommation									
Taxes générales de vente	2 193 015	8,6	2 530 217	-	-	2 530 217	9,4	337 202	15,4
Taxes sur les carburants	1 201 257	4,7	1 023 990	-	-	1 023 990	3,8	(177 267)	(14,8)
Taxes sur le tabac	427 989	1,7	440 881	-	-	440 881	1,6	12 892	3,0
Taxes afférentes aux champs de course	31 168	0,1	29 729	-	-	29 729	0,1	(1 439)	(4,6)
Taxes sur les repas et hôtels	274 483	1,1	303 393	-	-	303 393	1,1	28 910	10,5
Taxes sur les télécommunications	95 774	0,4	104 828	-	-	104 828	0,4	9 054	9,4
Autres taxes à la consommation	6 868	—	7 606	-	-	7 606	—	738	10,7
Somme partielle	4 230 554	16,6	4 440 644	-	-	4 440 644	16,5	210 090	5,0
Cotisations aux régimes d'assurance-maladie et d'assurance sociale									
Primes et taxes d'assurance-maladie	1 386 430	5,4	1 452 469	-	-	1 452 469	5,4	66 039	4,8
Cotisations aux caisses des accidents de travail	685 738	2,7	-	897 823	21 988	675 835	2,5	(9 903)	(1,4)
Cotisations aux régimes universels de rentes	1 162 992	4,6	-	1 259 700	21 624	1 238 076	4,6	75 084	6,4
Cotisations à l'Office de la construction du Québec	12 175	—	-	13 517	-	13 517	—	1 342	11,0
Somme partielle	3 247 335	12,7	1 452 469	1 971 040	43 612	3 379 897	12,6	132 562	4,1
Impôts divers									
Impôts sur les primes des compagnies d'assurance	110 000	0,4	105 000	-	-	105 000	0,4	(5 000)	(4,5)
Impôts sur les successions	49 034	0,2	46 469	-	-	46 469	0,1	(2 565)	(5,2)
Impôts sur les dons	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres taxes sur les corporations	521 000	2,0	520 000	-	-	520 000	1,9	(1 000)	(0,2)
Autres impôts	24 834	0,1	-	40 873	-	40 873	0,1	16 039	64,6
Somme partielle	704 868	2,8	671 469	40 873	-	712 342	2,6	7 474	1,0
Revenus provenant des ressources naturelles									
Chasse et pêche	13 631	0,1	16 470	-	-	16 470	—	2 839	20,8
Forêts	39 310	0,1	48 719	-	-	48 719	0,2	9 409	23,9
Mines	14 699	0,1	19 728	-	-	19 728	0,1	5 029	34,2
Pétrole et gaz naturel	116	—	131	-	-	131	—	15	-
Ressources hydrauliques	37 011	0,1	39 865	333	-	40 198	0,1	3 187	8,6
Autres	7 980	—	7 984	-	-	7 984	—	(16)	(0,2)
Somme partielle	112 747	0,4	132 877	333	-	133 210	0,5	20 463	18,1
Privilèges, licences et permis									
Contrôle et réglementation du commerce des alcools	65 070	0,3	70 765	-	-	70 765	0,3	5 695	8,8
Véhicules automobiles	617 843	2,4	271 522	436 646	21	708 147	2,6	90 304	14,6
Autres	54 339	0,2	47 918	571	-	48 489	0,2	(5 850)	(10,8)
Somme partielle	737 252	2,9	380 205	437 217	21	827 401	3,1	90 149	12,2

Tableau 2 (suite)
Revenus généraux bruts du gouvernement du Québec, ministères et fonds spéciaux, selon la source, Québec, 1983-84 et 1984-85

Source	1983-84		1984-85					Variation	
	Total		Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Total			
	'000 $	%		'000 $		'000 $	%	'000 $	%
Ventes de biens et services									
À d'autres administrations publiques:									
Formation de la main-d'oeuvre	145 362	0,6	141 656	150	-	141 806	0,5	(3 556)	(2,4)
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Somme partielle	145 362	0,6	141 656	150	-	141 806	0,5	(3 556)	(2,4)
À la collectivité:									
Locations	22 810	0,1	15 753	24 195	-	39 948	0,1	17 138	75,1
Services récréatifs et culturels	9 023	—	-	9 204	-	9 204	—	181	2,0
Autres	198 638	0,8	191 244	72 241	35 509	227 976	0,8	29 338	14,8
Somme partielle	230 471	0,9	206 997	105 640	35 509	277 128	1,0	46 657	20,2
Somme partielle	375 833	1,5	348 653	105 790	35 509	418 934	1,6	43 101	11,5
Revenus de placements									
Provenant des entreprises publiques propres:									
Bénéfices remis:									
Hydro-Québec	80 186	0,2	155 837	-	-	155 837	0,6	95 651	158,9
Société des alcools	324 988	1,3	351 985	-	-	351 985	1,3	26 997	8,3
Société des loteries et courses	205 000	0,8	240 000	-	-	240 000	0,9	35 000	17,1
Somme partielle	590 174	2,3	747 822	-	-	747 822	2,8	157 648	26,7
Autres revenus de placements:									
Intérêts	1 547 417	6,1	104 931	1 610 911	41 330	1 674 512	6,2	127 095	8,2
Dividendes	1 365	—	-	2 376	-	2 376	—	1 011	74,1
Bénéfices des opérations en devises étrangères	1 004	—	1 379	-	-	1 379	—	375	37,3
Autres	3 128	—	1 040	2 011	-	3 051	—	(77)	(2,4)
Somme partielle	1 552 914	6,1	107 350	1 615 298	41 330	1 681 318	6,3	128 404	8,3
Somme partielle	2 143 088	8,4	855 172	1 615 298	41 330	2 429 140	9,0	286 052	13,3
Autres revenus de sources propres									
Contributions de certains organismes au RREGOP	542	—	664	-	-	664	—	122	22,5
Cotisations des participants et contributions de certains organismes aux autres régimes de retraite	175 844	0,7	174 671	-	6 650	168 021	0,6	(7 823)	(4,5)
Intérêts et pénalités sur les impôts	192 743	0,8	195 639	-	-	195 639	0,7	2 896	1,5
Amendes et autres pénalités	63 920	0,2	38 086	1 293	-	39 379	0,1	(24 541)	38,4
Autres revenus divers	53 024	0,2	-	77 703	-	77 703	0,3	24 679	46,5
Somme partielle	486 073	1,9	409 060	78 996	6 650	481 406	1,8	(4 667)	1,0
Total des revenus de sources propres	19 294 638	75,6	16 488 272	4 249 547	127 122	20 617 697	78,7	1 323 059	6,9
Transferts									
Transferts à des fins générales en provenance d'autres administrations publiques:									
Transferts de l'administration fédérale:									
Subventions statutaires	4 803	—	4 803	-	-	4 803	—	-	-
Part de l'impôt fédéral sur le revenu des services privés d'utilité publique	9 401	—	-	-	-	-	-	(9 401)	(100,0)

Tableau 2 (suite)
Revenus généraux bruts du gouvernement du Québec, ministères et fonds spéciaux, selon la source, Québec, 1983-84 et 1984-85

Source	1983-84 Total '000 $	1983-84 Total %	1984-85 Ministères '000 $	1984-85 Fonds spéciaux '000 $	1984-85 Élimi-nations '000 $	1984-85 Total '000 $	1984-85 Total %	Variation '000 $	Variation %
Part de l'impôt sur le revenu non distribuée des sociétés	30	--	39	-	-	39	--	9	30,0
Péréquation	3 227 367	12,6	3 101 621	-	-	3 101 621	11,5	(125 746)	(3,9)
Accord de réciprocité fiscale	53 769	0,2	57 747	-	-	57 747	0,2	3 978	7,4
Subventions tenant lieu d'impôt foncier	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	(169 369)	(0,7)	(170 247)	-	-	(170 247)	(0,6)	(878)	(0,5)
Transferts des ministères québécois	-	-	-	2 755 122	2 755 122	-	-	-	-
Somme partielle	3 125 801	12,2	2 993 763	2 755 122	2 755 122	2 993 763	11,1	(132 038)	4,2
Transferts à des fins particulières en provenance d'autres administrations publiques et de leurs entreprises:									
Transferts de l'administration fédérale:									
Services généraux	1 575	--	1 748	747	-	2 495	--	920	58,4
Protection de la personne et de la propriété	9 124	--	11 759	-	-	11 759	--	2 635	28,9
Transports et communications	79 912	0,3	22 444	-	-	22 444	0,1	(57 468)	(71,9)
Santé	1 270 265	5,0	1 365 729	-	-	1 365 729	5,1	95 464	7,5
Services sociaux	1 043 687	4,1	1 147 849	-	-	1 147 849	4,3	104 162	10,0
Éducation	520 922	2,0	568 810	-	-	568 810	2,1	47 888	9,2
Ressources naturelles	46 427	0,2	11 207	-	-	11 207	--	(35 220)	(75,9)
Agriculture, industrie, commerce et tourisme	26 681	0,1	25 058	570	-	25 628	0,1	(1 053)	(3,9)
Environnement	3 199	--	4 269	-	-	4 269	--	1 070	33,5
Loisirs et culture	1 325	--	642	2 253	-	2 895	--	1 570	118,5
Travail, emploi et immigration	921	--	1 163	-	-	1 163	--	242	26,3
Logement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Planification et aménagement des régions	21 319	0,1	13 200	-	-	13 200	--	(8 119)	(38,1)
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Somme partielle	3 025 357	11,9	3 173 878	3 570	-	3 177 448	11,8	152 091	5,2
Transferts des entreprises publiques fédérales	86 397	0,3	102 822	-	-	102 822	0,4	16 425	19,0
Transferts des administrations locales	160	--	-	200	-	200	--	40	25,0
Somme partielle	86 557	0,3	102 822	200	-	103 022	0,4	16 465	19,0
Total des revenus de transferts	6 237 715	24,4	6 270 463	2 758 892	2 755 122	6 274 233	23,3	36 518	0,6
Total des revenus généraux bruts	25 582 353	100,0	22 765 735	7 098 439	2 882 244	26 981 930	100,0	1 399 577	5,3
Total des dépenses générales brutes	26 169 339	100,0	24 912 288	6 178 865	2 979 158	28 112 053	100,0	1 942 714	5,8
Surplus (déficit)	(1 026 986)	-	(2 146 553)	929 486	(96 914)	(1 130 123)	-	(106 137)	17,7

Tableau 3
Réconciliation des revenus généraux bruts du gouvernement du Québec avec l'information brute contenue dans les Comptes publics et dans les rapports annuels des fonds spéciaux, Québec, 1984-85

	Ministères	Fonds spéciaux	Total brut
		'000 $	
Revenus bruts	**22 390 827**	**7 128 689**[1]	**29 439 687**
Ajustements:			
Postes ne constituant pas des revenus	-	(7 429)	(7 429)
Recouvrement des dépenses de l'année courante incluses dans les revenus	(45 296)	(104 792)	(150 088)
Contributions du gouvernement comme employeur aux Fonds des services de santé	(57 012)	-	(57 012)
Taxe spéciale sur le tabac	111 394	-	111 394
Cotisations des participants et contributions de certains organismes aux régimes de retraite	175 335	-	175 335
Impôts fonciers	132 956	-	132 956
Allocation de disponibilité	163 988	-	163 988
Autres ajustements	(25 657)	-	(25 657)
Somme partielle	455 708	(112 221)	343 487
Total non consolidé des revenus généraux bruts	**22 788 738**	**7 008 430**	**29 774 174**
Éliminations:			
Transactions à l'intérieur du gouvernement du Québec:			
Transferts des fonds spéciaux vers les ministères	(83 510)	-	(83 510)
Transferts des ministères vers les fonds spéciaux	-	(2 755 122)	(2 755 122)
Contributions du gouvernement comme employeur à certains régimes (RRQ, CSST)	-	(43 612)	(43 612)
Somme partielle	(83 510)	(2 798 734)	(2 882 244)
Total des revenus généraux bruts	**22 682 228**	**4 209 696**	**26 891 930**

1. Les transactions des fonds spéciaux entre eux sont déjà éliminées.

Tableau 4
Revenus généraux bruts du gouvernement du Québec, selon la source, Québec, 1976-77 à 1985-86

Source	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86p
					$'000 $					
Revenus de sources propres										
Impôts sur le revenu	4 072 438	4 314 895	4 687 420	5 233 410	5 985 900	6 641 455	6 886 767	7 256 888	7 794 723	8 357 759
Taxes à la consommation	2 090 922	2 235 935	2 273 000	2 565 348	2 769 310	3 296 135	3 842 957	4 230 594	4 440 644	5 307 719
Cotisations aux régimes d'assurance-maladie et d'assurance-sociale	887 480	1 442 504	1 575 906	1 774 353	2 001 137	2 910 805	2 938 226	3 247 335	3 379 897	3 678 050
Impôts divers	153 132	172 627	195 514	216 233	291 167	471 940	664 758	704 888	712 342	765 198
Revenus provenant des ressources naturelles	68 187	102 497	114 992	122 091	144 983	167 353	114 697	112 747	133 210	146 124
Privilèges, licences et permis	260 583	265 265	574 602	615 082	615 599	646 970	748 392	757 252	827 401	782 725
Ventes de biens et services	181 161	213 712	222 375	252 276	245 811	283 443	348 837	375 833	418 934	314 025
Revenus de placements	844 555	823 645	1 018 508	1 133 467	1 406 654	1 680 751	1 912 882	2 143 088	2 429 140	2 636 980
Autres revenus de sources propres	125 523	214 110	242 504	247 987	296 852	386 311	489 120	486 073	481 406	531 342
Somme partielle	8 683 971	9 785 180	10 904 819	12 160 247	13 757 353	16 494 973	17 946 646	19 294 638	20 617 697	22 529 902
Transferts										
Transferts de l'administration fédérale	2 435 407	3 020 048	3 203 051	3 662 145	3 769 001	4 318 195	5 091 830	6 151 158	6 171 211	6 335 062
Transferts des entreprises fédérales	20 871	25 624	27 194	51 233	77 733	116 884	97 927	86 397	102 822	97 930
Transferts des administrations locales	108	755	1 193	-	4 234	7 341	-	180	200	-
Somme partielle	2 456 386	3 046 427	3 231 438	3 713 378	3 850 988	4 442 418	5 189 757	6 237 715	6 274 253	6 432 992
Total des revenus généraux bruts	11 140 357	12 831 617	14 136 257	15 873 625	17 608 321	20 937 391	23 136 403	25 532 353	26 891 950	28 962 894
Total des dépenses générales brutes	11 284 481	12 688 986	14 234 488	15 904 925	18 948 686	21 479 517	24 538 386	26 889 559	28 112 683	29 888 023
Surplus (Déficit)	(144 124)	(175 711)	(98 211)	(31 300)	(930 688)	(542 126)	(1 391 939)	(1 686 986)	(1 220 123)	(945 129)

Tableau 4 (suite)
Revenus généraux bruts du gouvernement du Québec, selon la source, Québec, 1976-77 à 1985-86

Source	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86p
					%					
Revenus de sources propres										
Impôts sur le revenu	35,6	33,6	33,2	33,0	34,0	31,7	29,8	28,4	29,0	28,9
Taxes à la consommation	18,8	17,4	16,1	16,2	15,7	15,7	16,6	16,6	16,5	16,3
Cotisations aux régimes d'assurance-maladie et d'assurance-sociale	8,0	11,2	11,1	11,2	11,4	13,9	12,7	12,7	12,6	12,7
Impôts divers	1,4	1,3	1,4	1,4	1,7	2,2	2,9	2,8	2,6	2,6
Revenus provenant des ressources naturelles	0,6	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,5	0,4	0,5	0,5
Privilèges, licences et permis	2,3	2,1	4,1	3,9	3,5	3,0	3,2	2,9	3,1	2,7
Ventes de biens et services	1,6	1,7	1,6	1,6	1,4	1,4	1,5	1,5	1,6	1,1
Revenus de placements	7,6	6,4	7,2	7,1	8,0	8,0	8,3	8,4	9,0	9,1
Autres revenus de sources propres	1,1	1,7	1,7	1,6	1,7	1,9	2,1	1,9	1,8	1,8
Somme partielle	78,0	76,3	77,1	76,6	78,1	78,8	77,6	75,6	76,7	77,8
Transferts										
Transferts de l'administration fédérale	21,9	23,5	22,7	23,1	21,4	20,6	22,0	24,1	22,9	21,9
Transferts des entreprises fédérales	0,2	0,2	0,2	0,3	0,4	0,6	0,4	0,3	0,4	0,3
Transferts des administrations locales	--	--	--	-	--	--	-	--	--	-
Somme partielle	22,1	23,7	22,9	23,4	21,8	21,2	22,4	24,4	23,3	22,2
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Tableau 5
Revenus généraux bruts du gouvernement du Québec, selon la nature économique, Québec, 1976-77 à 1985-86

Nature économique	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86
	'000 $									
Impôts directs										
Particuliers	4 621 537	5 519 628	5 977 889	6 585 304	7 507 337	9 171 939	9 765 147	10 497 552	11 017 546	..
Entreprises	488 088	445 797	501 380	645 030	752 218	670 119	334 080	253 738	392 208	..
Impôts indirects	2 583 170	2 566 198	2 840 642	3 062 498	3 364 843	4 053 067	4 805 407	5 278 913	5 419 529	..
Transferts										
Particuliers	92 924	117 378	216 653	345 316	331 094	408 203	501 625	466 671	599 161	..
Autres échelons de l'administration publique	2 456 386	3 046 427	3 231 438	3 713 378	3 850 968	4 442 418	5 189 757	6 237 715	6 274 233	..
Revenus de placements	704 466	900 764	1 124 190	1 242 769	1 538 075	1 885 059	2 169 092	2 396 959	2 687 506	..
Autres revenus	192 976	235 425	244 065	279 330	283 786	306 606	370 695	400 805	501 747	..
Total des revenus généraux bruts	11 140 387	12 838 617	14 138 257	15 873 825	17 608 321	20 937 381	23 138 408	25 582 383	26 891 999	28 952 884
Total des dépenses générales brutes	11 284 401	12 805 908	14 234 468	15 904 925	18 548 006	21 479 517	24 528 353	26 589 339	28 112 083	29 808 025
Surplus (Déficit)	(144 124)	(175 711)	(98 211)	(31 300)	(939 685)	(542 126)	(1 391 950)	(1 086 986)	(1 220 123)	(846 129)
	%									
Impôts directs										
Particuliers	41,5	43,0	42,3	41,5	42,6	43,8	42,2	41,1	41,0	..
Entreprises	4,4	3,5	3,5	4,1	4,3	3,2	1,4	1,0	1,5	..
Impôts indirects	23,2	20,0	20,1	19,3	19,1	19,4	20,8	20,7	20,1	..
Transferts										
Particuliers	0,8	0,9	1,5	2,2	1,9	1,9	2,2	1,8	2,2	..
Autres échelons de l'administration publique	22,0	23,7	22,9	23,4	21,9	21,2	22,4	24,4	23,3	..
Revenus de placements	6,3	7,0	8,0	7,8	8,7	9,0	9,4	9,4	10,0	..
Autres revenus	1,7	1,8	1,7	1,8	1,5	1,5	1,6	1,6	1,9	..
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	..

Tableau 6
Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec, selon la fonction et la nature économique, Québec, 1984-85

Fonction	Nature économique						
		Transferts					
	Biens et services	Particuliers	Entreprises	Institutions publiques	Autres	Autres dépenses	Total
				'000 $			
Services généraux							
Exécutif et législatif	80 737	1 095	2 934	-	-	-	84 766
Gestion	714 959	2 967	2 808	118	-	48 227	768 079
Pensions versées en vertu du RREGOP	-	31 539	-	-	-	-	31 539
Pensions versées en vertu des autres régimes de retraite	-	376 968	-	-	-	-	376 968
Autres	77 535	11 017	16 839	2 194	-	-	107 585
Somme partielle	873 231	423 586	22 581	2 312	-	48 227	1 389 937
Protection de la personne et de la propriété							
Cours de justice	89 202	-	-	-	-	-	89 202
Correction et réhabilitation	97 963	684	751	13	-	-	99 411
Police	276 912	763	-	-	-	-	277 675
Lutte contre les incendies	1 566	1	-	-	122	-	1 689
Protection du consommateur	28 706	607	104	-	25	-	29 442
Services de réglementations	56 673	167	-	-	-	6 888	63 728
Autres	86 967	51 461	-	25	4 369	-	142 822
Somme partielle	637 989	53 683	855	38	4 516	6 888	703 969
Transports et communications							
Transport routier	777 452	160	88	18	32 412	24 125	834 255
Transport en commun	16 583	55	2 335	-	347 974	-	366 947
Transport par eau	2 655	135	6 481	-	195	-	9 486
Transport aérien	14 966	-	391	-	-	-	15 357
Télécommunications	122 433	103	5 697	-	150	-	128 383
Autres	45 883	28	-	-	19 088	-	64 999
Somme partielle	979 972	481	14 992	18	399 819	24 125	1 419 407
Santé							
Soins hospitaliers	105 340	61 713	-	3 605 673	-	-	3 772 726
Soins médicaux	1 725 057	-	-	-	-	-	1 725 057
Soins préventifs	3 814	9 741	-	313 113	-	-	326 668
Autres	27 045	29 561	-	25 669	-	-	82 275
Somme partielle	1 861 256	101 015	-	3 944 455	-	-	5 906 726
Services sociaux							
Sécurité sociale:							
Régimes contributifs:							
Régime de rentes du Québec	-	1 661 486	-	-	-	-	1 661 486
Régimes concernant la population active:							
Assurance-chômage	36 208	-	-	-	-	-	36 208
Accidents de travail	127 189	620 942	-	-	-	10 839	758 970
Supplément au revenu du travail	436	25 074	-	-	-	-	25 510
Allocations de maternité	-	9 334	-	-	-	-	9 334
Indemnisation des accidents de véhicules	-	183 171	-	-	-	-	183 171
Allocations familiales	-	199 939	-	-	-	-	199 939
Somme partielle	163 831	2 699 946	-	-	-	10 839	2 874 616

Tableau 6 (suite)
Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec, selon la fonction et la nature économique, Québec, 1984-85

Fonction	Nature économique						
		Transferts					
	Biens et services	Particuliers	Entreprises	Institutions publiques	Autres	Autres dépenses	Total
	'000 $						
Bien-être social:							
Assistance sociale	441	2 021 070	-	-	-	-	2 021 511
Service de bien-être	98 657	101 308	25 597	1 139 040	-	-	1 364 602
Paiements à titre gracieux et allocations	-	-	-	-	-	-	-
Autres dépenses de bien-être social	24 025	455	-	-	-	-	24 480
Crédits et dégrèvements d'impôts (incluant les subventions aux propriétaires)	-	296 944	22 976	-	-	-	319 920
Autres services sociaux	177 693	37 902	-	26 469	-	1 626	243 690
Somme partielle	300 816	2 457 679	48 573	1 165 509	-	1 626	3 974 203
Somme partielle	464 647	5 157 625	48 573	1 165 509	-	12 465	6 848 819
Éducation							
Élémentaire et secondaire	27 674	179 013	-	3 721 555	-	-	3 928 242
Collégial	6 730	173 791	-	763 186	-	-	943 707
Universitaire	8 786	836 835	-	277 180	-	-	1 122 801
Services particuliers de recyclage	297	9 406	435	177 224	-	-	187 362
Autres	74 612	2 544	261	370	-	-	77 787
Somme partielle	118 099	1 201 589	696	4 939 515	-	-	6 259 899
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie							
Agriculture	144 768	106 077	155 207	3 199	4 082	-	413 333
Chasse et pêche	59 045	1 979	12 292	213	1 940	-	75 469
Forêts	141 164	-	52 854	-	-	-	194 018
Mines	22 427	-	35 795	-	-	-	58 222
Pétrole et gaz naturel	-	-	-	-	-	-	-
Tourisme	53 036	2 499	4 443	-	2 361	-	62 339
Commerce et industrie	101 873	1 161	165 432	686	10 697	9 223	289 072
Eau	-	-	-	-	-	-	-
Autres	59 567	347	9 410	590	200	8	70 122
Somme partielle	581 880	112 063	435 433	4 688	19 280	9 231	1 162 575
Environnement							
Approvisionnement d'eau et épuration de l'eau	34 209	449	1 700	87	108 430	-	144 875
Contrôle de la pollution	15 830	-	-	-	4 646	-	20 476
Autres	22 193	-	-	-	759	-	22 952
Somme partielle	72 232	449	1 700	87	113 835	-	188 303
Loisirs et culture							
Loisirs	106 462	34 100	2 568	35	33 526	-	176 691
Culture	75 956	22 119	28 726	239	21 460	21	148 521
Autres	12 723	932	8 304	-	-	-	21 959
Somme partielle	195 141	57 151	39 598	274	54 986	21	347 171
Travail, emploi et immigration							
Travail et emploi	158 581	26 955	57 499	-	206	(8)	243 233
Immigration	20 867	6 720	50	-	-	-	27 637
Somme partielle	179 448	33 675	57 549	-	206	(8)	270 870

Tableau 6 (suite)
Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec, selon la fonction et la nature économique, Québec, 1984-85

Fonction	Nature économique						
		Transferts					
	Biens et services	Particuliers	Entreprises	Institutions publiques	Autres	Autres dépenses	Total
				'000 $			
Logement							
Opérations relatives au logement	114 382	1 440	43 578	-	43 090	-	202 490
Aide au logement	-	87 334	-	-	-	-	87 334
Somme partielle	114 382	88 774	43 578	-	43 090	-	289 824
Planification et aménagement des régions							
Urbanisme et zonage	-	-	-	-	-	-	-
Aménagement des agglomérations urbaines	2 515	-	-	-	20 497	-	23 012
Aménagement des régions	24 755	5 820	31 568	471	15 292	-	77 906
Autres	12 765	726	-	-	23 770	-	37 261
Somme partielle	40 035	6 546	31 568	471	59 559	-	138 179
Transferts à des fins générales aux administrations locales							
Subventions en remplacement d'impôt	1 543	-	-	358	269 063	-	270 964
Autres	-	-	-	-	14 600	-	14 600
Somme partielle	1 543	-	-	358	283 663	-	285 564
Transferts aux entreprises propres	-	-	285 008	-	-	-	285 008
Service de la dette							
Intérêts	-	2 556 148	-	-	-	-	2 556 148
Autres	45 952	881	-	-	-	32 821	79 654
Somme partielle	45 952	2 557 029	-	-	-	32 821	2 635 802
Total	**6 185 887**	**9 793 886**	**982 131**	**10 857 725**	**978 984**	**133 770**	**28 112 683**

Tableau 7
Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec, ministères et fonds spéciaux, selon la fonction, Québec, 1983-84 et 1984-85

Fonction	1983-84		1984-85						
	Total		Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Total		Variation	
	'000 $	%		'000 $		'000 $	%	'000 $	%
Services généraux									
Exécutif et législatif	62 567	0,2	84 766	-	-	84 766	0,3	22 199	35,5
Gestion	965 070	3,6	747 927	263 185	242 033	769 079	2,7	(195 991)	(20,3)
Pensions versées en vertu du RREGOP	27 737	0,1	31 539	-	-	31 539	0,1	3 802	13,7
Pensions versées en vertu des autres régimes de retraite	331 448	1,3	376 968	6 650	6 650	376 968	1,3	45 520	13,7
Autres	87 935	0,3	113 795	329	6 539	107 585	0,4	19 650	22,3
Somme partielle	1 474 757	5,5	1 354 995	270 164	255 222	1 369 937	4,9	(104 820)	(7,1)
Protection de la personne et de la propriété									
Cours de justice	85 016	0,3	89 202	-	-	89 202	0,3	4 186	4,9
Correction et réhabilitation	93 620	0,3	99 411	-	-	99 411	0,4	5 791	6,2
Police	240 322	1,0	278 269	-	594	277 675	1,0	37 353	15,5
Lutte contre les incendies	1 679	—	1 689	-	-	1 689	—	10	0,6
Protection du consommateur	32 003	0,1	29 442	-	-	29 442	0,1	(2 561)	(8,0)
Services de réglementations	61 279	0,2	56 596	7 132	-	63 728	0,2	2 449	4,0
Autres	105 108	0,4	81 840	61 585	603	142 822	0,5	37 714	35,9
Somme partielle	619 027	2,3	636 449	68 717	1 197	703 969	2,5	84 942	13,7
Transports et communications									
Transport routier	813 610	3,1	832 814	2 931	1 490	834 255	3,0	20 645	2,5
Transport en commun	349 373	1,3	366 947	-	-	366 947	1,3	17 574	5,0
Transport par eau	8 085	—	9 466	-	-	9 466	—	1 381	17,1
Transport aérien	6 268	—	14 658	699	-	15 357	—	9 089	145,0
Télécommunications	112 290	0,4	127 211	59 127	57 955	128 383	0,5	16 093	0,1
Autres	79 897	0,3	64 999	-	-	64 999	0,2	(14 898)	(18,6)
Somme partielle	1 369 523	5,1	1 416 095	62 757	59 445	1 419 407	5,0	49 884	3,6
Santé									
Soins hospitaliers	3 610 776	13,6	3 818 219	105 452	150 945	3 772 726	13,4	161 950	4,5
Soins médicaux	1 510 106	5,7	1 580 863	1 725 057	1 580 863	1 725 057	6,1	214 951	0,1
Soins préventifs	242 611	0,9	317 885	29 276	20 493	326 668	1,2	84 057	34,6
Autres	80 485	0,2	82 275	-	-	82 275	0,3	21 790	36,0
Somme partielle	5 423 978	20,4	5 799 242	1 859 785	1 752 301	5 906 726	21,0	482 748	8,9
Services sociaux									
Sécurité sociale:									
Régimes contributifs:									
Régime de rentes du Québec	1 314 365	5,0	1 277	1 680 323	20 114	1 661 486	5,9	347 121	26,4
Régimes concernant la population active:									
Assurance-chômage	33 583	0,1	35 206	-	-	35 206	0,1	2 623	7,8
Accidents de travail	730 147	2,8	20 361	758 970	20 361	758 970	2,7	28 823	3,9
Supplément au revenu du travail	21 483	—	25 510	-	-	25 510	0,1	4 027	18,7
Allocations de maternité	8 906	—	9 334	-	-	9 334	—	428	4,8
Indemnisation des accidents de véhicules	167 113	0,6	-	183 171	-	183 171	0,7	16 058	9,6
Allocations familiales	199 065	0,8	199 939	-	-	199 939	0,7	74	—
Somme partielle	2 475 462	9,3	292 627	2 622 464	40 475	2 874 616	10,2	399 154	16,1

Tableau 7 (suite)
Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec, ministères et fonds spéciaux, selon la fonction, Québec, 1983-84 et 1984-85

Fonction	1983-84		1984-85						
	Total		Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Total		Variation	
	'000 $	%		'000 $		'000 $	%	'000 $	%
Bien-être social:									
Assistance sociale	1 834 156	6,9	2 009 026	23 066	10 581	2 021 511	7,2	187 355	10,2
Service de bien-être	1 328 404	5,0	1 375 228	90 016	100 642	1 364 602	4,9	36 198	2,7
Paiements à titre gracieux et allocations	-	-	12 662	-	12 662	-	-	-	-
Autres dépenses de bien-être social	43 327	0,2	24 480	-	-	24 480	0,1	(18 847)	(43,5)
Crédits et dégrèvements d'impôts (incluant les subventions aux propriétaires)	284 058	1,1	319 920	-	-	319 920	1,1	35 862	12,6
Autres services sociaux	174 976	0,6	114 587	140 722	11 619	243 690	0,9	68 714	39,3
Somme partielle	3 664 921	13,8	3 855 903	253 804	135 504	3 974 203	14,1	309 282	8,4
Somme partielle	6 140 383	23,1	4 148 530	2 876 268	175 979	6 848 819	24,4	708 436	11,5
Éducation									
Élémentaire et secondaire	4 361 002	16,4	3 928 343	-	101	3 928 242	14,0	(432 760)	(9,9)
Collégial	909 500	3,4	943 707	-	-	943 707	3,4	34 207	3,7
Universitaire	1 076 669	4,1	1 122 848	31 711	31 758	1 122 801	4,0	46 132	4,3
Services particuliers de recyclage	159 821	0,6	187 362	-	-	187 362	0,7	27 541	17,2
Autres	66 905	0,2	75 173	3 875	1 261	77 787	0,2	10 882	16,3
Somme partielle	6 573 897	24,7	6 257 433	35 586	33 120	6 259 899	22,4	(313 998)	(4,8)
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie									
Agriculture	479 044	1,8	392 308	200 907	179 882	413 333	1,5	(65 711)	(13,7)
Chasse et pêche	68 190	0,3	75 622	-	153	75 469	0,3	7 279	10,7
Forêts	182 115	0,7	195 993	1 675	3 650	194 018	0,7	11 903	6,5
Mines	27 952	0,1	58 222	-	-	58 222	0,2	30 270	108,3
Pétrole et gaz naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tourisme	51 254	0,2	74 042	19 562	31 265	62 339	0,2	11 085	21,6
Commerce et industrie	201 417	0,8	256 658	141 218	108 804	289 072	1,0	87 655	43,5
Eau	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	65 189	0,2	68 623	1 931	432	70 122	0,2	4 933	7,6
Somme partielle	1 075 161	4,1	1 121 468	365 293	324 186	1 162 575	4,1	87 414	8,1
Environnement									
Approvisionnement d'eau et épuration de l'eau	127 145	0,5	149 048	7 158	11 331	144 875	0,5	17 730	13,9
Contrôle de la pollution	26 855	0,1	20 476	-	-	20 476	0,1	(6 379)	(23,7)
Autres	22 413	0,1	22 903	49	-	22 952	0,1	539	2,4
Somme partielle	176 413	0,7	192 427	7 207	11 331	188 303	0,7	11 890	6,7
Loisirs et culture									
Loisirs	168 954	0,6	174 941	6 512	4 762	176 691	0,6	7 737	4,6
Culture	138 099	0,5	149 781	31 805	33 065	148 521	0,5	10 422	7,5
Autres	8 109	—	12 088	9 871	-	21 959	0,1	13 850	170,8
Somme partielle	315 162	1,2	336 810	48 188	37 827	347 171	1,2	32 009	10,1
Travail, emploi et immigration									
Travail et emploi	269 215	1,0	201 727	47 025	5 519	243 233	0,9	(25 982)	(9,6)
Immigration	24 070	0,1	27 657	-	-	27 657	0,1	3 587	14,8
Somme partielle	293 285	1,1	229 384	47 025	5 519	270 870	1,0	(22 415)	(7,6)

Tableau 7 (suite)
Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec, ministères et fonds spéciaux, selon la fonction, Québec, 1983-84 et 1984-85

Fonction	1983-84 Total '000 $	1983-84 %	1984-85 Ministères '000 $	1984-85 Fonds spéciaux '000 $	1984-85 Éliminations '000 $	1984-85 Total '000 $	1984-85 %	Variation '000 $	Variation %
Logement									
Opérations relatives au logement	264 990	1,0	293 620	202 626	293 756	202 490	0,7	(62 509)	(23,6)
Aide au logement	38 528	0,1	-	87 334	-	87 334	0,3	48 806	126,7
Somme partielle	303 527	1,1	293 620	289 960	293 756	289 824	1,0	(13 703)	(4,5)
Planification et aménagement des régions									
Urbanisme et zonage	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Aménagement des agglomérations urbaines	13 629	--	22 486	526	-	23 012	0,1	9 383	68,8
Aménagement des régions	61 460	0,2	79 502	4 138	5 734	77 906	0,3	16 446	26,8
Autres	95 322	0,4	37 261	-	-	. 37 261	0,1	(58 061)	(60,9)
Somme partielle	170 411	0,6	139 249	4 664	5 734	138 179	0,5	(32 232)	(18,9)
Transferts à des fins générales aux administrations locales									
Subventions en remplacement d'impôt	259 525	1,1	270 964	-	-	270 964	1,0	11 439	4,4
Autres	10 882	--	14 600	-	-	14 600	--	3 718	34,1
Somme partielle	270 407	1,1	285 564	-	-	285 564	1,0	15 157	5,6
Transferts aux entreprises propres	259 644	1,1	285 008	-	-	285 008	1,0	25 364	9,8
Service de la dette									
Intérêts	2 058 915	7,7	2 337 231	242 458	23 541	2 556 148	9,1	497 233	24,1
Autres	44 849	0,2	78 773	881	) -	79 654	0,3	34 805	77,6
Somme partielle	2 103 764	7,9	2 416 004	243 339	23 541	2 635 802	9,4	532 038	25,3
Total des dépenses générales brutes	26 [illegible]	100,0	24 912 238	6 178 983	2 979 158	28 112 063	100,0	1 542 714	5,8
Total des revenus généraux bruts	25 [illegible]	100,0	22 766 726	7 [illegible]	2 882 244	26 881 930	100,0	1 380 577	5,3
Surplus (Déficit)	(1 [illegible])	-	(2 146 [illegible])	829 486	(95 914)	(1 [illegible] 123)	-	(163 137)	17,7

Tableau 8
Réconciliation des dépenses générales brutes du gouvernement du Québec avec l'information brute contenue dans les Comptes publics et dans les rapports annuels des fonds spéciaux, Québec, 1984-85

	Ministères	Fonds spéciaux	Total
		'000 $	
Dépenses brutes	**25 542 480**	**7 667 888**[1]	**32 810 367**
Ajustements:			
Postes ne constituant pas des dépenses	-	(775 711[2])	(775 711)
Recouvrement des dépenses de l'année courante incluses dans les revenus	(45 296)	(104 792)	(150 088)
Contributions du gouvernement comme employeur aux Fonds des services de santé	(57 012	-	(57 012)
Contributions du gouvernement à titre d'employeur au RREGOP	(694 141)	-	(694 141)
Contributions du gouvernement à titre d'employeur aux autres régimes de retraite	(721 535)	-	(721 535)
Taxe spéciale sur le tabac	111 394	-	111 394
Impôts fonciers	132 956	-	132 956
Allocation de disponibilité	163 988	-	163 988
Pensions versées pour le RREGOP	31 539	-	31 539
Pensions versées pour les autres régimes de retraite	376 968	-	376 968
Dépenses irrécouvrables	122 392	-	122 392
Autres ajustements	(51 494)	(8 432)	(59 926)
Somme partielle	(630 241)	(888 935)	(1 519 176)
Total non consolidé des dépenses générales brutes	**24 912 238**	**6 778 953**	**31 691 211**
Éliminations:			
Transactions à l'intérieur du gouvernement du Québec:			
Transferts des ministères vers les fonds spéciaux	(2 789 644)	-	(2 789 644)
Transferts des fonds spéciaux vers les ministères	-	(145 902)	(145 902)
Contributions du gouvernement comme employeur à la RRQ et à la CSST	(43 612)	-	(43 612)
Somme partielle	(2 833 256)	(145 902)	(2 979 158)
Total des dépenses générales brutes	**22 079 982**	**6 633 051**	**28 112 053**

1. Les transactions des fonds spéciaux entre eux sont déjà éliminées.
2. Ce montant était de 65 014 l'an dernier. L'augmentation importante de ce montant en 1984-85 s'explique par le fait que la dépense brute des fonds spéciaux inclut l'augmentation des réserves actuarielles de la RAAQ et de la CSST alors que l'an dernier nous ne l'avions pas incluse.

Tableau 9
Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec, selon la fonction, Québec, 1976-77 à 1985-86

Fonction	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86p
	'000 $									
Services généraux	509 041	606 614	790 976	932 480	1 117 356	1 197 073	1 345 031	1 474 757	1 389 937	1 600 635
Protection de la personne et de la propriété	435 594	445 477	446 110	486 384	521 339	620 904	600 402	619 027	703 969	701 336
Transports et communications	881 231	881 593	911 941	1 035 885	1 067 668	1 152 488	1 676 624[2]	1 369 523	1 419 407	1 486 501
Santé	2 854 988	2 826 486	3 104 183	3 573 787	3 989 799	4 547 277	4 978 830	5 423 978[1]	5 906 726	6 001 148
Services sociaux	1 872 374	2 190 893	2 599 009	3 017 573	3 547 512	4 184 850	5 407 382	6 140 383[1]	6 848 819	7 213 225
Éducation	3 056 002	3 501 322	3 710 085	3 981 352	5 024 442	5 814 387	5 994 032	6 573 897[1]	6 239 899	6 805 347
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie	436 310	543 625	612 453	674 446	714 613	837 820	878 045	1 075 161	1 162 575	1 328 618
Environnement	39 894	50 330	62 758	82 729	124 511	147 324	167 714	176 413	188 303	221 358
Loisirs et culture	143 277	181 756	189 967	214 590	255 508	264 851	317 306	315 162	347 171	329 346
Travail, emploi et immigration	35 651	43 630	54 330	81 269	115 810	132 073	106 365	293 285	270 870	431 353
Logement	98 490	76 419	186 918	227 633	257 977	214 498	294 130	303 527	289 824	339 932
Planification et aménagement des régions	110 930	109 540	156 944	184 373	140 730	163 252	138 276	170 411	138 179	126 770
Transferts à des fins générales aux administrations locales	361 709	403 848	459 549	336 769	187 382	211 213	263 546	270 407	285 564	263 234
Transferts aux entreprises propres	68 095	90 440	87 956	99 689	117 555	117 306	125 218	259 644	285 008	331 476
Service de la dette	580 895	703 923	861 279	976 006	1 365 803	1 874 201	2 235 432	2 103 764[1]	2 635 802	2 627 744
Total des dépenses générales brutes	**11 204 481**	**12 685 986**	**14 234 488**	**15 904 925**	**18 548 008**	**21 479 517**	**24 528 333**	**28 589 339**	**28 112 053**	**29 888 825**
Total des revenus généraux bruts	**11 140 387**	**12 831 617**	**14136 257**	**15 873 625**	**17 608 321**	**20 937 391**	**23 136 485**	**25 532 353**	**26 691 930**	**28 982 804**
Surplus (Déficit)	**(144 124)**	**(175 711)**	**(98 211)**	**(31 300)**	**(939 686)**	**(542 126)**	**(1 391 938)**	**(1 056 986)**	**(1 220 123)**	**(845 129)**

1. Les transferts aux établissements de santé et de services sociaux, aux cégeps et à l'université du Québec, pour le service de la dette, sont maintenant inclus aux fonctions concernées.
2. Cette hausse est attribuable à l'intégration de l'Office des autoroutes.

Tableau 9 (suite)
Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec, selon la fonction, Québec, 1976-77 à 1985-86

Fonction	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86p
					%					
Services généraux	4,5	4,8	5,6	5,9	6,0	5,6	5,5	5,6	4,9	5,4
Protection de la personne et de la propriété	3,9	3,5	3,1	3,1	2,8	2,9	2,4	2,3	2,5	2,4
Transports et communications	7,8	7,0	6,4	6,5	5,8	5,4	6,8	5,2	5,0	5,0
Santé	23,5	22,3	21,8	22,5	21,5	21,2	20,3	20,4	21,0	20,1
Services sociaux	16,6	17,3	18,3	19,0	19,1	19,5	22,0	23,1	24,3	24,2
Education	27,1	27,7	26,1	25,0	27,1	27,1	24,4	24,7	22,3	22,8
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie	3,9	4,3	4,3	4,2	3,9	3,9	3,6	4,0	4,1	4,5
Environnement	0,4	0,4	0,4	0,5	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
Loisirs et culture	1,3	1,4	1,3	1,3	1,4	1,2	1,3	1,2	1,2	1,1
Travail, emploi et immigration	0,3	0,3	0,4	0,5	0,6	0,6	0,4	1,1	1,0	1,4
Logement	0,9	0,6	1,3	1,4	1,4	1,0	1,2	1,1	1,0	1,1
Planification et aménagement des régions	1,0	0,9	1,1	1,2	0,8	0,8	0,6	0,6	0,5	0,4
Transferts à des fins générales aux administrations locales	3,2	3,2	3,2	2,1	1,0	1,0	1,1	1,0	1,0	0,9
Transferts aux entreprises propres	0,6	0,7	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	1,0	1,0	1,1
Service de la dette	5,1	5,6	6,0	6,1	7,4	8,7	9,1	7,9	9,4	8,8
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Tableau 10
Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec, selon la nature économique, Québec, 1976-77 à 1985-86

Nature économique	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86p
	'000 $									
Biens et services	5 133 379	5 506 506	6 327 361	7 171 049	8 019 706	8 855 530	11 130 886	5 643 108[1]	6 165 897	..
Transferts										
Particuliers	3 488 802	4 023 046	4 451 841	5 192 417	6 149 833	7 466 670	7 869 846	8 536 086	9 793 666	..
Entreprises	164 451	278 917	310 841	295 395	429 761	461 904	812 718	934 057	982 131	..
Autres échelons de l'administration publique	2 482 237	2 847 437	3 070 612	3 130 323	3 866 020	4 595 812	4 650 684	11 357 586	11 036 679	..
Autres dépenses	35 612	-	73 813	117 741	82 686	99 601	64 199	88 522	133 770	..
Total des dépenses générales brutes	11 284 481	12 655 906	14 234 488	15 904 925	18 548 686	21 479 517	24 528 333	26 580 330	28 112 083	29 888 083
Total des revenus généraux bruts	11 140 357	12 831 617	14 136 257	15 873 625	17 888 321	20 937 391	23 138 488	25 502 383	26 891 958	28 962 884
Surplus (Déficit)	(144 124)	(175 711)	(98 211)	(31 380)	(658 665)	(542 126)	(1 391 950)	(1 058 986)	(1 220 125)	(848 120)
	%									
Biens et services	45,5	43,5	44,4	45,1	43,2	41,2	45,4	21,2[1]	21,9	..
Transferts										
Particuliers	30,9	31,8	31,3	32,6	33,2	34,8	32,1	32,1	34,8	..
Entreprises	1,5	2,2	2,2	1,8	2,3	2,1	3,3	3,5	3,5	..
Autres échelons de l'administration publique	21,8	22,5	21,6	19,7	20,8	21,4	19,0	42,8	39,3	..
Autres dépenses	0,3	-	0,5	0,7	0,4	0,5	0,3	0,3	0,5	..
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	..

1. Les transferts aux établissements de santé et de services sociaux, aux cégeps et à l'université du Québec sont maintenant inclus aux transferts aux autres échelons de l'administration publique.

Tableau 11
Réconciliation du déficit selon la gestion financière avec le déficit présenté dans les Comptes publics, Québec, 1984-85

	$'000 $
Déficit selon les Comptes publics	**- 3 232 472**
Ajustements:	
Contributions du gouvernement à titre d'employeur au RREGOP	+ 694 141
Contributions du gouvernement à titre d'employeur aux autres régimes de retraite	+ 721 535
Cotisations des participants et contributions de certains organismes aux régimes de retraite	+ 175 335
Pensions versées pour le RREGOP	- 31 539
Pensions versées pour les autres régimes de retraite	- 376 988
Dépenses irrécouvrables	- 122 382
Autres	+ 25 837
Somme partielle	+ 1 085 949
Surplus des fonds spéciaux	**+ 889 486**
Différence entre les éliminations	**+ 88 914**
Déficit selon la gestion financière	**- 1 228 123**

Tableau 12
Actif du gouvernement du Québec, ministères et fonds spéciaux, 31 mars 1984 et 1985[1]

Actif	31 mars 1984				31 mars 1985			
	Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Gouvernement du Québec	Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Gouvernement du Québec
				'000 $				
Encaisse et dépôts								
Encaisse	55 426	28 831	-	84 257	89 840	31 353	-	121 193
Dépôts dans les institutions financières gouvernementales	-	11 399 723	-	11 399 723	-	12 367 122	-	12 367 122
Dépôts dans les banques à charte	285 232	222 237	-	487 469	374 510	249 876	-	624 386
Dépôts dans d'autres institutions financières	75 000	858	-	75 858	184 920	12 017	-	196 937
Total, encaisse et dépôts	385 658	11 611 649	-	12 007 307	629 270	12 680 368	-	13 309 638
Effets à recevoir								
Impôts	1 416 893	90 603	-	1 507 496	1 482 098	79 052	-	1 561 150
Intérêts	24 895	342 864	-	367 759	24 424	379 305	-	403 729
Comptes clients	28 391	49 224	-	77 615	42 006	28 530	-	70 536
Administrations publiques:								
Administration fédérale	252 425	456	-	252 881	118 225	998	-	119 223
Administration provinciale	30 004	313 786	343 790	-	36 176	503 609	539 785	-
Administrations locales	-	13 442	-	13 442	-	30 350	-	30 350
Somme partielle	282 429	327 684	343 790	266 323	1 702 929	1 021 844	539 785	2 184 988
Entreprises publiques:								
Entreprises fédérales	-	75 312	-	75 312	-	79 398	-	79 398
Entreprises provinciales	40 000	-	-	40 000	52 000	-	-	52 000
Entreprises locales	-	-	-	-	-	-	-	-
Somme partielle	40 000	75 312	-	115 312	52 000	79 398	-	131 398
Autres	89 983	30 573	-	120 536	108 575	20 633	-	129 208
Total, effets à recevoir	1 882 571	916 260	343 790	2 455 041	1 863 504	1 121 875	539 785	2 445 594
Avances								
Aux:								
Administrations publiques:								
Administration provinciale								
Gouvernement du Québec	337 754	-	337 754	-	781 186	-	781 186	-
Institutions publiques	2 775	-	-	2 775	2 775	-	-	2 775
Administrations locales	7 058	-	-	7 058	7 015	-	-	7 015
Somme partielle	347 587	-	337 754	9 833	790 976	-	781 186	9 790
Entreprises publiques:								
Entreprises fédérales	-	-	-	-	-	-	-	-
Entreprises provinciales	81 092	192	-	81 284	117 193	296	-	117 489
Entreprises locales	-	-	-	-	-	-	-	-
Somme partielle	81 092	192	-	81 284	117 193	296	-	117 489
Particuliers	75 533	-	-	75 533	66 671	6	-	66 677
Entreprises privées	44 545	202 242	-	246 787	39 619	191 314	-	230 933
Universités	5 107	-	-	5 107	5 107	-	-	5 107
Autres	-	156	-	156	-	25 715	-	25 715
Total, avances	553 864	202 590	337 754	418 700	1 019 566	217 331	781 186	455 711

Tableau 12 (suite)
Actif du gouvernement du Québec, ministères et fonds spéciaux, Québec, 31 mars 1984 et 1985[1]

Actif	31 mars 1984 Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Gouvernement du Québec	31 mars 1985 Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Gouvernement du Québec
	'000 $							
Titres								
Bons du trésor	6 500	-	6 500	-	-	-	-	-
Obligations:								
Administrations publiques:								
Administration fédérale	-	73 721	-	73 721	-	73 097	-	73 097
Administration provinciale:								
Gouvernement du Québec	310 374	525 593	835 967	-	327 549	580 320	907 869	-
Institutions publiques	-	82 188	-	82 188	-	83 420	-	83 420
Autres provinces	-	19 532	-	19 532	-	3 488	-	3 488
Administrations locales	64 266	98 375	-	162 641	62 716	80 520	-	143 236
Somme partielle	374 640	799 409	835 967	338 082	390 265	820 845	907 869	303 241
Entreprises publiques:								
Entreprises fédérales	-	-	-	-	-	-	-	-
Entreprises provinciales	3 206	251 311	-	254 517	4 720	177 549	-	182 269
Entreprises locales	-	-	-	-	-	-	-	-
Somme partielle	3 206	251 311	-	254 517	4 720	177 549	-	182 269
Secteur privé:								
Entreprises	-	142 630	-	142 630	-	120 331	-	120 331
Universités	-	20 084	-	20 084	-	18 280	-	18 280
Autres	-	87 647	-	87 647	-	142 924	-	142 924
Somme partielle	-	250 361	-	250 361	-	281 535	-	281 535
Actions:								
Administration publique provinciale	113 512	-	113 512	-	200 913	-	200 913	-
Entreprises publiques provinciales	5 717 217	8 838	-	5 726 055	5 877 265	11 488	-	5 888 753
Entreprises privées	7 110	486 049	-	493 159	2	589 965	-	589 967
Somme partielle	5 837 839	494 887	113 512	6 219 214	6 078 180	601 453	200 913	6 478 720
Hypothèques et contrats de ventes:								
Hypothèques en vertu de la Loi nationale sur l'habitation	-	565 099	-	565 099	-	524 084	-	524 084
Autres	-	265 252	-	265 252	-	239 956	-	239 956
Somme partielle	-	830 351	-	830 351	-	764 040	-	764 040
Autres titres	-	(5 818)	-	(5 818)	54 389	-	-	54 389
Total, titres	6 222 185	2 620 501	955 979	7 886 707	6 527 554	2 645 422	1 108 782	8 064 194
Autres actifs financiers								
Administration provinciale	-	15 721	15 721	-	-	15 445	15 445	-
Autres	2 210	17 244	-	19 454	2 210	46 700	-	48 910
Total, autres actifs	2 210	32 965	15 721	19 454	2 210	62 145	15 445	48 910
Total, actif financier	9 [illegible]	15 [illegible]	1 [illegible] 344	22 707 [illegible]	10 642 104	16 727 148	2 445 1[illegible]	2[illegible]

1. Ou l'année financière se terminant le plus près du 31 mars.

Tableau 13
Passif du gouvernement du Québec, ministères et fonds spéciaux, Québec, 31 mars 1984 et 1985[1]

Passif	31 mars 1984				31 mars 1985			
	Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Gouvernement du Québec	Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Gouvernement du Québec
				'000 $				
Emprunts auprès d'institutions financières								
Découverts bancaires	223 716	66 811	-	290 527	312 961	89 439	-	402 400
Emprunts bancaires	-	127 209	-	127 209	-	220 346	-	220 346
Autres institutions financières	-	57 351	-	57 351	-	168 078	-	168 078
Somme partielle	223 716	251 371	-	475 087	312 961	477 863	-	790 824
Effets à payer								
Titres échus en circulation	-	-	-	-	-	-	-	-
Intérêts	840 387	93 213	-	933 600	1 020 402	81 882	-	1 102 284
Comptes-fournisseurs	195 700	278 775	-	474 475	230 000	332 582	-	562 582
Administrations publiques:								
Administration fédérale	-	4 259	-	4 259	-	20	-	20
Administration provinciale:								
Gouvernement du Québec	180 031	30 004	210 035	-	215 540	36 176	251 716	-
Institutions publiques	212 400	-	-	212 400	262 700	69	-	262 769
Administrations locales	448 728	9 874	-	458 602	425 414	7	-	425 421
Somme partielle	841 159	44 137	210 035	675 261	2 154 056	450 736	251 716	2353 076
Entreprises publiques:								
Entreprises provinciales	24 827	-	-	24 827	10 046	-	-	10 046
Entreprises locales	-	-	-	-	-	-	-	-
Somme partielle	24 827	-	-	24 827	10 046	-	-	10 046
Autres:								
Universités	14 600	-	-	14 600	20 400	-	-	20 400
Autres	169 680	89 080	-	258 760	146 189	119 459	-	265 648
Somme partielle	184 280	89 080	-	273 360	166 589	119 459	-	286 048
Total, effets à payer	2 066 350	505 208	210 035	2 381 525	2 330 691	570 195	251 716	2 649 170
Avances								
En provenance des:								
Administrations publiques:								
Administration fédérale	346 387	15 600	-	361 987	344 359	24 464	-	368 823
Administration provinciale	-	361 082	361 082	-	-	826 746	826 746	-
Administrations locales	-	-	-	-	-	-	-	-
Somme partielle	346 387	376 682	361 082	361 987	344 359	851 210	826 746	368 823
Entreprises publiques:								
Entreprises fédérales	38 900	62 182	-	101 071	38 391	62 005	-	100 396
Entreprises provinciales	-	-	-	-	-	-	-	-
Somme partielle	38 900	62 182	-	101 071	38 391	62 005	-	100 396
Banques à charte	2 800	9 482	-	12 282	2 800	38 675	-	41 475
Autres institutions financières	-	5 280	-	5 280	-	10 400	-	10 400
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total, avances	388 087	453 485	361 082	480 520	385 550	862 290	826 746	521 694
Bons du trésor	1 405 000	-	-	1 405 000	1 405 000	-	-	1 405 000
Obligations d'épargne	1 934 987	-	-	1 934 987	2 686 929	-	-	2 686 929

Tableau 13 (suite)
Passif du gouvernement du Québec, ministères et fonds spéciaux, Québec, 31 mars 1984 et 1985[1]

Passif	31 mars 1984 Ministères	Fonds spéciaux	Élimi-nations	Gouver-nement du Québec	31 mars 1985 Ministères	Fonds spéciaux	Élimi-nations	Gouver-nement du Québec
	'000 $							
Obligations								
Détenues par:								
Administrations publiques:								
Régime de pensions du Canada	104 474	-	-	104 474	109 874	-	-	109 874
Administration provinciale	835 967	134 652	970 619	-	907 869	128 339	1 036 208	-
Somme partielle	940 441	134 652	970 619	104 474	1 017 743	128 339	1 036 208	[illegible]
Entreprises publiques:								
Entreprises provinciales	5 256 657	-	-	5 256 657	5 259 019	-	-	5 259 019
À la collectivité:								
Payables:								
Au Canada	3 718 204	1 521 841	-	5 240 045	4 487 192	1 603 377	-	6 090 569
Aux Etats-Unis	1 879 880	-	-	1 879 880	2 397 402	-	-	2 397 402
À des pays étrangers autres que les Etats-Unis	1 468 222	-	-	1 468 222	1 582 654	-	-	1 582 654
Somme partielle	7 066 306	1 521 841	-	8 588 147	8 467 248	1 603 377	-	10 070 625
Somme partielle	13 263 404	1 656 493	970 619	13 949 278	14 744 010	1 731 716	1 036 208	15 439 518
Autres titres								
Détenus par:								
Administration provinciale	-	104 846	105 846	-	-	80 302	80 302	-
Entreprises publiques provinciales (autres provinces)	-	-	-	-	-	-	-	-
Somme partielle	-	105 486	105 486	-	-	80 302	80 302	-
Autres	1 527 283	79 798	-	1 607 081	1 638 385	155 393	-	1 793 798
Total, autres titres	1 527 283	185 644	105 846	1 607 081	1 638 385	235 695	80 302	1 793 798
Dépôts								
Dus aux:								
Administrations publiques:								
Administration provinciale	-	-	-	-	-	-	-	-
Entreprises publiques:								
Entreprises provinciales	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	51 448	22 886	-	74 334	54 380	23 759	-	78 139
Somme partielle	51 448	22 886	-	74 334	54 380	23 759	-	78 139
Autres créances								
Dues aux:								
Administrations publiques:								
Administration provinciale	-	193	193	-	-	225	225	-
Administrations locales	8 669	-	-	8 669	5 694	-	-	5 694
Autres:								
Revenus différés	-	252 276	-	252 276	-	267 444	-	267 444
Autres	-	7 271	5 489	1 782	-	30 634	250 001	(219 387)
Somme partielle	8 669	259 740	5 682	262 727	5 694	298 303	250 226	53 771
Total, passif	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Excédent de l'actif financier sur le passif (ou excédent du passif sur l'actif financier)	[illegible]	[illegible]	-	[illegible]	[illegible]	[illegible]	-	[illegible]

1. Ou l'année financière se terminant le plus près du 31 mars.

Tableau 14
Provenance et utilisation des fonds du gouvernement du Québec, Québec, 1984-85

	1984-85
	'000 $
Provenance des ressources financières	
Variation de l'actif financier:	
Diminution des effets à recevoir	9 447
Diminution dans les obligations détenues des administrations publiques	34 841
Diminution dans les obligations détenues des entreprises publiques	72 248
Diminution des hypothèques et contrats de vente détenus	66 311
Variation du passif	
Augmentation des emprunts auprès d'institutions financières	315 737
Augmentation des effets à payer	267 647
Augmentation des avances reçues	40 574
Augmentation des obligations d'épargne émises	731 982
Augmentation des obligations émises	1 490 240
Augmentation des autres titres émis	186 677
Augmentation des dépôts dus	3 805
Erreur résiduelle	9 275
	3 228 764
Utilisation des ressources financières	
Variation de l'actif financier:	
Augmentation de l'encaisse et des dépôts	1 302 331
Augmentation des avances versées	37 011
Augmentation dans les obligations détenues du secteur privé	31 174
Augmentation dans les actions détenues	259 506
Augmentation des autres titres détenus	60 207
Augmentation des autres actifs financiers	29 456
Variation du passif	
Diminution des bons du trésor émis	80 000
Diminution des autres créances dues	208 956
	2 008 641
Provenance nette de fonds	1 220 123
Utilisation de fonds	
Déficit selon la gestion financière	1 220 123

Annexe 1 - Notes méthodologiques

LES SÉRIES CHRONOLOGIQUES

Les séries chronologiques sont présentées à titre d'indication seulement. La méthode de production actuelle ne permet pas de réviser en détail les données des années antérieures lorsqu'il y a des changements, tel que des changements de structure d'univers, de codification de données, de méthodologie ou tout autre changement. Des ruptures peuvent donc se produire dans la suite historique de ces séries (tels les changements relatifs à la structure de l'univers) affectant la composition des données. Les chiffres globaux sont cependant plus comparables.

Cependant, les données relatives au RREGOP ont pu être révisées à partir du début pour être conformes à la définition utilisée depuis 1983-84.

L'UNIVERS STATISTIQUE UTILISÉ

L'univers statistique utilisé est défini dans la publication portant sur l'univers du secteur public au Québec[1], dont l'organigramme présenté à l'avant-propos résume les grandes lignes. Notre publication porte sur la section "gouvernement du Québec" qui regroupe les ministères et les fonds spéciaux.

Les ministères

Les ministères constituent la principale forme organisationnelle de l'administration publique et leur direction est assurée directement par les élus (ministres). Avec les fonds spéciaux, sauf exception, ils représentent l'ensemble des pouvoirs exercés directement par le gouvernement du Québec.

---

1. "Univers du secteur public au Québec", Service des finances, Bureau de la statistique du Québec, janvier 1986.

Nous incluons dans cette catégorie les caisses de retraite des fonctionnaires et assimilés, dont les réserves sont gérées par le gouvernement du Québec. Ceci englobe les régimes de retraite des fonctionnaires, des enseignants, des membres de la Législature, des juges et coroners et des membres de la Sûreté du Québec.

En ce qui concerne le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics[1] (RREGOP), il s'agit d'une fiducie partielle et, de la sorte, nous lui accordons un traitement particulier. Lorsqu'il s'agit de caisses de retraite gérées par le gouvernement du Québec, les cotisations des employés et les contributions des employeurs, sauf le gouvernement du Québec, figurent aux revenus alors que les pensions vont aux dépenses. Pour ce qui est du RREGOP, seules les contributions de certains organismes (contributions versées au fonds consolidé du revenu en vertu de l'article 129 de la loi) vont aux revenus et seule la partie des pensions à la charge du gouvernement du Québec va aux dépenses. En effet, les cotisations des employés et les contributions de certains organismes (contributions versées à la Caisse de dépôt et placement du Québec en vertu de l'article 127 de la loi) sont capitalisées dans un fonds séparé qui est administré en fiducie par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA). Ces cotisations et contributions ne figurent pas aux revenus. Il en est de même pour la partie des pensions à la charge des participants dont les fonds sont placés à la Caisse de dépôt et placement du Québec, qui ne figure pas aux dépenses.

De façon à bien identifier les différents ministères, la liste des ministères de 1984-85 est présentée à la page suivante.

Les fonds spéciaux

Les fonds spéciaux sont des unités organisationnelles (organismes) appartenant au gouvernement et ayant, en général, une administration et une comptabilité séparées de celles des ministères. Ils constituent souvent les prolongements spécialisés des ministères.

---

1. Institué en 1973 en vertu de la Loi sur les régimes de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., c.R-10)

LISTE DES MINISTÈRES

Affaires culturelles
Affaires municipales
Affaires sociales
Agriculture, Pêcheries et Alimentation
Assemblée Nationale

Commerce extérieur
Communauté culturelle et Immigration
Communications
Conseil du trésor
Conseil exécutif

Éducation
Énergie et Ressources
Enseignement supérieur, Science et Technologie
Environnement
Finances

Habitation et Protection du consommateur
Industrie, Commerce et Tourisme
Justice
Loisirs, Chasse et Pêche
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu

Organismes relevant du ministre délégué à l'administration
Relations internationales
Revenu
Tourisme
Transports

Travail
Travaux publics et Approvisionnement

Les principales caractéristiques des fonds spéciaux sont:

1) le contrôle, la surveillance, la coordination, l'aide au développement économique et social, l'assistance publique ou autres fonctions réglementaires et administratives;

2) la distribution de biens et services publics gratuits ou à des prix n'ayant pas de liens directs avec leurs coûts de production;

3) la motivation non commerciale, les profits ne constituant pas l'objectif principal;

4) le financement par les deniers publics, soit une contribution générale et obligatoire de la population ou d'une partie de celle-ci pour le service offert et l'absence de lien direct entre les paiements et l'utilisation des services;

5) le recrutement du personnel par l'intermédiaire de la fonction publique.

Dans la catégorie des fonds spéciaux, on retrouve les organismes dont la fonction principale est de fournir des biens et services à la population ainsi qu'à l'administration publique. Certains fonds spéciaux ont toutes les caractéristiques sus-mentionnées tandis que d'autres n'en ont qu'une partie. Les principaux critères de leur classification sont la motivation de l'activité principale, le caractère public des biens ou des services offerts, les prix non reliés directement aux coûts de production et leur source de financement.

Il faut remarquer que selon la classification du FMI, les systèmes de sécurité sociale constituent un sous-secteur des administrations publiques. Ce sous-secteur comprend les régimes imposés, contrôlés ou financés par les pouvoirs publics en vue de fournir des prestations à la collectivité ou à des groupes importants de celle-ci. Les systèmes de sécurité sociale peuvent avoir plusieurs fonctions et fournir des avantages couvrant le troisième âge, l'invalidité ou la mort, la maladie et la materni-

té, les accidents du travail, le chômage, les allocations familiales, les soins médicaux, etc. Ces systèmes donnent lieu à des cotisations obligatoires des employés et/ou employeurs, soit dans l'ensemble de la collectivité ou dans une partie de celle-ci.

En vertu de cette définition[1], quatre fonds spéciaux du gouvernement du Québec, soit la Commission de la santé et de la sécurité du travail, la Régie de l'assurance automobile du Québec, la Régie de l'assurance-maladie du Québec et la Régie des rentes du Québec font partie de ce sous-secteur.

De façon à mieux situer ce que sont les fonds spéciaux, nous en présentons la liste ainsi que leurs principales caractéristiques dans le tableau de la page suivante.

Cette liste est la même que celle de la publication portant sur l'univers du secteur public au Québec. Cependant, certains fonds spéciaux énumérés dans cette liste n'étaient pas encore en opération ou n'avaient pas terminé leur première année financière au 31 mars 1985. Les chiffres portant sur ces fonds ne sont donc pas encore inclus dans notre publication et sont indiqués par un astérisque dans le tableau suivant.

LA CLASSIFICATION DES REVENUS GÉNÉRAUX BRUTS ET DES DÉPENSES GÉNÉRALES BRUTES

Les revenus et les dépenses sont présentés selon le système de gestion financière qui présente, d'une façon détaillée, les différentes sources de revenus et les différentes fonctions de dépenses.

Le système statistique de gestion financière

Le système statistique de gestion des finances publiques, appelé "système de gestion financière[2]", est un cadre d'analyse ayant pour objet

1. "Manuel de statistiques de finances publiques", page 23.
2. "Le système statistique de gestion des finances publiques", Statistique Canada, catalogue 68-507 F, mars 1984.

Tableau 1
Principales caractéristiques des fonds spéciaux du gouvernement du Québec

Fonds spéciaux	Loi constituante	Fonctions administratives	Biens et services publics	Financement (public, privé ou mixte)	Employés (fonctionnaires ou non)	Rapport financier annuel distinct (fin de l'exercice financier)
1. Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche	L.R.Q., c. A-7.1	Promouvoir l'innovation technologique	Aide financière	Public	Non	31 mars
2. Centre de recherche industrielle du Québec	L.R.Q., c. C-8	Contribution au développement économique	Recherche industrielle	Mixte	Non	31 mars
3. Commission de la qualité de l'environnement Kativik	L.R.Q., c. Q-2	Surveillance et contrôle	Surveillance de la qualité de l'environnement	Public	Fonctionnaires	31 mars
4. Commission de la santé et de la sécurité du travail	L.R.Q., c. S-2.1	Pouvoir réglementaire	Indemnisation des accidents	Mixte	Fonctionnaires	31 décembre
5. Commission des normes du travail	L.R.Q., c. S-1	Surveillance et contrôle	Surveillance des conditions de travail	Mixte	Fonctionnaires	31 mars
6. Commission des services juridiques	L.R.Q., c. A-14	Assistance publique	Aide juridique	Public	Non	31 mars
7. Corporation d'hébergement du Québec	Loi sur les compagnies du Québec, Partie III	Gestion des immeubles des services sociaux	Centres de logement et d'hébergement	Public	Fonctionnaires	31 mars
8. Curateur public	L.R.Q., c. C-80	Administration et surveillance	Administration des biens de malades mentaux	Privé	Fonctionnaires	31 décembre
9. Fondation pour le développement de la science et de la technologie	L.R.Q., c. D-9.1	Soutien financier	Aide financière	Public	Non	31 mars
10. Fonds d'aide au recours collectif	L.R.Q., c. R-2.1	Soutien financier	Aide financière	Public	Non	31 mars
11. Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers	L.R.Q., c. A-29.1	Administration des assurances	Assurance des prêts agricoles et forestiers	Mixte	Fonctionnaires	31 mars
12. Fonds de la recherche en santé du Québec	L.R.Q., c. D-9.1	Aide à la recherche	Aide financière	Public	Non	31 mars
*13. Fonds de recherche en agriculture, pêcheries et alimentation	L.R.Q., c. D-9.1	Aide à la recherche	Aide financière	Public	Non	31 mai
14. Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche	L.R.Q., c. D-9.1	Aide à la recherche	Aide financière	Public	Non	31 mai
15. Institut de recherche en santé et sécurité du travail	Loi sur les compagnies du Québec, Partie III	Coordination et exécution d'activités de recherche	Recherche	Mixte	Non	31 décembre
16. Institut national de productivité	L.R.Q., c. I-13.1	Information à la population et recherche sur la productivité	Recherche	Public	Non	31 mars
17. Institut québécois de recherche sur la culture	L.R.Q., c. I-13.2	Aide au développement culturel	Recherche et aide financière à la recherche	Public	Non	31 mars

Tableau 1 (suite)
Principales caractéristiques des fonds spéciaux du gouvernement du Québec

Fonds spéciaux	Loi constituante	Fonctions administratives	Biens et services publics	Financement (public, privé ou mixte)	Employés (fonctionnaires ou non)	Rapport financier annuel distinct (fin de l'exercice financier)
18. Institut québécois du cinéma	L.R.Q., c. C-18.1	Conseil au ministre et surveillance sur la politique du cinéma	Recherche	Public	Non	31 mars
19. La Maison de la Musique de Montréal	Loi sur les cités du Québec, Partie III et lettres patentes du 83/12/22	Superviser la construction d'une salle de concert à Montréal	Salle de concert à Montréal	Public	Aucun employé Conseil d'administration	31 mars
20. Musée d'Art contemporain de Montréal	L.R.Q., c. M-44	Promotion et conservation de l'art contemporain québécois	Acquisition et promotion d'oeuvres d'art	Mixte	Non	31 mars
21. Musée de la Civilisation	L.R.Q., c. M-44	Mise en valeur et conservation de collections	Acquisition et mise en valeur de collections	Mixte	Non	31 mars
22. Musée des beaux-arts de Montréal	L.R.Q., c. M-42	Encouragement aux arts plastiques	Acquisition et promotion d'oeuvres d'art	Mixte	Non	31 mars
23. Musée du Québec	L.R.Q., c. M-44	Promotion et conservation de l'art québécois	Acquisition et promotion d'oeuvres d'art	Mixte	Non	31 mars
24. Office de la construction du Québec	L.R.Q., c. R-20	Administration de la convention collective ou décret de l'industrie de la construction	Administration	Mixte	Non	31 décembre
25. Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	L.R.Q., c. S-3.2	Administration du programme de sécurité du revenu	Sécurité du revenu	Public	Fonctionnaires	30 juin
26. Office du crédit agricole du Québec	Fonds agricoles: L.R.Q., c. C-75 Fonds forestiers: L.R.Q., c. C-78	Aide à l'agriculture	Prêts aux agriculteurs et propriétaires forestiers	Public	Fonctionnaires	31 mars
27. Office franco-québécois pour la jeunesse	L.R.Q., c. O-5	Aide au développement des relations entre la jeunesse	Rencontres et échanges dans le domaine de l'éducation, des loisirs et des sports	Mixte	Non	31 décembre
28. Régie de l'assurance automobile du Québec	L.R.Q., c. R-4	Pouvoir réglementaire	Indemnisation universelle	Privé	Fonctionnaires	28 février
29. Régie de l'assurance-dépôts du Québec	L.R.Q., c. A-26	Émission de permis	Garantie des dépôts	Public	Fonctionnaires	31 décembre
30. Régie de l'assurance-maladie du Québec	L.R.Q., c. R-5	Gestion de l'assurance-maladie	Assurance-maladie universelle	Mixte	Fonctionnaires	31 mars
31. Régie des assurances agricoles du Québec	L.R.Q., c. A-30	Administration de l'assurance-récolte	Assurances agricoles	Mixte	Fonctionnaires	31 mars

Tableau 1 (suite)
Principales caractéristiques des fonds spéciaux du gouvernement du Québec

Fonds spéciaux	Loi constituante	Fonctions administratives	Biens et services publics	Financement (public, privé ou mixte)	Employés (fonctionnaires ou non)	Rapport financier annuel distinct (fin de l'exercice financier)
32. Régie des marchés agricoles du Québec	L.R.Q., c. M-35	Surveillance et coordination	Mise en marché	Mixte	Fonctionnaires	31 mars
33. Régie des rentes du Québec	L.R.Q., c. R-9	Administration du régime des rentes	Protection du revenu	Mixte	Fonctionnaires	31 mars
34. Société Corvée-Habitation	Lettres patentes 82/06/23	Aide à la construction domiciliaire	Aide financière	Public	Aucun employé Conseil d'administration	31 mars
35. Société d'aménagement de l'Outaouais	L.R.Q., c. S-37.1	Stimulation du développement	Développement économique et touristique	Public	Non	31 mars
36. Société de développement de l'industrie des courses de chevaux du Québec inc. (SODIC)	Loi des compagnies Partie 1A	Aide au développement de l'industrie des courses de chevaux	Aide financière	Public	Aucun employé Conseil d'administration	31 mars
37. Société de développement des coopératives	L.R.Q., c. S-10.001	Développement des coopératives	Financement et aide technique	Public	Non	31 mars
38. Société de développement des industries de la culture et des communications	L.R.Q., c. S-10.01	Développement des entreprises culturelles	Aide financière et la diffusion	Public	Non	31 mars
39. Société de développement industriel du Québec	L.R.Q., c. A-13	Aide au développement industriel	Aide financière	Public	Fonctionnaires	31 mars
40. Société de la Maison des sciences et des techniques	L.R.Q., c. S-11.02	Promotion de la culture scientifique et technique	Promotion d'activités destinées à faire connaître les sciences et techniques	Mixte	Non	31 mars
41. Société de la Place des Arts de Montréal	L.R.Q., c. S-12.1	Administration de la Place des Arts	Spectacles	Mixte	Non	31 août
42. Société de radio-télévision du Québec	L.R.Q., c. S-11.1	Développement de la radio-télévision éducative	Radio-télévision éducative	Public	Non	31 août
43. Société d'exploitation des ressources éducatives du Québec (SERED)	Loi sur les compagnies du Québec, Partie III et lettres patentes du 83/06/16	Promouvoir la distribution des ressources éducatives québécoises	Exécuter des projets éducatifs à l'extérieur du Québec	Public	Non	31 janvier
44. Société d'habitation du Québec	L.R.Q., c. S-8	Rénovation et construction	Logements à loyer modique	Mixte	Fonctionnaires	31 décembre
45. Société du Grand-Théâtre de Québec	L.R.Q., c. S-14.01	Administration du Grand-Théâtre de Québec	Spectacles	Mixte	Non	31 août
46. Société du Palais des congrès de Montréal	L.R.Q., c. S-14.1	Administration du Palais des congrès	Activités de nature à contribuer au développement du Palais des congrès	Mixte	Non	31 mars
47. Société du Parc des expositions agro-alimentaires	L.Q., 1985, c. 13	Administration, aménagement et exploitation du Parc	Promotion d'activités destinées à faire connaître le secteur agro-alimentaire	Mixte	Non	31 décembre

Tableau 1 (suite)
Principales caractéristiques des fonds spéciaux du gouvernement du Québec

Fonds spéciaux	Loi constituante	Fonctions administratives	Biens et services publics	Financement (public, privé ou mixte)	Employés (fonctionnaires ou non)	Rapport financier annuel distinct (fin de l'exercice financier)
48. Société du Parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel	L.R.Q., c. S-16	Plan d'aménagement	Parc industriel et commercial	Public	Non	31 mars
49. Société du Parc industriel du Centre du Québec	L.R.Q., c. S-15	Développement économique	Parc industriel	Public	Fonctionnaires	31 mars
50. Société générale du cinéma	L.R.Q., c. C-18.1	Promotion et aide au cinéma québécois	Aide financière	Public	Non	31 mars
51. Société immobilière du Québec	L.R.Q., c. S-17.1	Services au gouvernement	Services immobiliers	Public	Non	31 mars
52. Société inter-Port	L.R.Q., c. S-18	Plan de développement	Développement portuaire	Public	Non	31 mars
53. Société Parc-Auto du Québec Métropolitain	Loi sur les compagnies du Québec, Partie III et lettres patentes du 71/07/28	Exploitation des parcs de stationnement	Services de stationnement du gouvernement, ville de Québec et SHQ	Mixte	Non	31 mars
54. Société québécoise d'assainissement des eaux	L.R.Q., c. S-18.21	Contrôle et surveillance des ouvrages d'assainissement des eaux	Assainissement des eaux	Public	Non	31 mars
55. Société québécoise d'information juridique	L.R.Q., c. S-20	Promotion et développement de l'information juridique	Information juridique	Mixte	Non	31 mars

LISTE DES FONDS SPÉCIAUX ADMINISTRÉS PAR LE GOUVERNEMENT

Fonds d'amortissement afférent des emprunts de commissions scolaires
Fonds d'amortissement afférent à un emprunt de l'université du Québec
*Fonds de développement régional
Fonds de relance industrielle
Fonds renouvelable de la direction des services informatiques aux réseaux d'enseignement

Fonds renouvelable des ententes sur les prêts de services d'enseignants
Fonds renouvelable des moyens d'enseignement
Fonds renouvelable des publications gouvernementales
*Fonds renouvelable des services de placement média
*Fonds renouvelable du service aérien

Fonds renouvelable du service de cartographie
*Fonds renouvelable du service d'entretien et de réparation des machines de bureau
Fonds renouvelable du service des achats du gouvernement du Québec
Fonds renouvelable - Parc Mont Sainte-Anne
Fonds renouvelable pour les équipements informatiques

Fonds renouvelable - télécommunications
Fonds renouvelable - travaux de reprographie
Fonds spéciaux du crédit agricole

Source: B.S.Q., Univers du secteur public au Québec 1985, janvier 1986.

Note: Ces fonds sont différents de ceux listés précédemment, en ce qu'ils ne produisent pas de rapport financier séparé des Comptes publics et qu'ils sont administrés par le gouvernement.

de guider l'organisation de statistiques cohérentes et compatibles sur les opérations financières des administrations publiques au Canada.

Les revenus et dépenses généraux bruts portent sur les opérations d'un exercice financier et comprennent les revenus et dépenses courants et de nature "capital" de l'univers statistique du gouvernement du Québec.

Les données brutes proviennent des Comptes publics de la province de Québec et des rapports annuels des divers fonds spéciaux. L'information contenue dans ces deux sources de données est codifiée et compilée selon le système statistique de gestion financière.

Revenus

Les revenus sont regroupés selon qu'ils proviennent de sources propres au gouvernement du Québec ou qu'ils résultent de transferts d'autres administrations publiques.

Les revenus de sources propres comprennent les six grandes sources de revenus suivantes:

- Impôts Cette source se subdivise en quatre soit: les impôts sur le revenu, les taxes à la consommation, les cotisations aux régimes d'assurance-maladie et d'assurance sociale et les impôts divers.

- Ressources naturelles Ces revenus proviennent de l'exploration, de la mise en valeur et de l'exploitation des ressources naturelles. Par contre, les revenus provenant de la Loi de l'impôt sur le revenu en sont exclus.

- Privilèges, licences et permis Ces trois groupes de revenus proviennent du fait que l'administration publique impose comme préalable à l'accomplissement de certaines activités ou à l'exercice de certaines fonctions, des droits fixes.

- Ventes de biens et services Comme les administrations publiques doivent fournir certains biens et services, celles-ci effectuent des transactions commerciales avec des organismes ou des particuliers du secteur privé et d'autres administrations publiques. Les transactions portant sur les ressources naturelles sont exclues de cette source de revenu pour être portées à la source "Ressources naturelles".

- Revenus de placements Cette source comprend les revenus d'intérêts et de dividendes et les bénéfices remis. Pour cette source, une distinction est faite entre les entreprises publiques propres et les autres revenus de placements.

- Autres revenus de sources propres Nous retrouvons sous cette source les contributions aux régimes de retraite de la Fonction publique, les amendes et pénalités et les revenus ne pouvant être classés dans les sources précédentes.

Les revenus de transferts se subdivisent en deux grandes catégories, soit: les transferts à des fins générales en provenance d'autres administrations publiques et de leurs entreprises et les transferts à des fins particulières en provenance d'autres administrations publiques et de leurs entreprises.

- Transferts à des fins générales en provenance d'autres administrations publiques et de leurs entreprises Ces transferts sont alloués, selon certains arrangements précis, entre les gouvernements provinciaux et fédéral mais auxquels aucune fonction n'est attribuée.

- Transferts à des fins particulières en provenance d'autres administrations publiques et de leurs entreprises Cette source regroupe les transferts qui sont affectés pour une fonction précise de la part du cédant.

Dépenses

Les dépenses sont regroupées selon le type de services offerts par le gouvernement et selon différents programmes homogènes. Pour chaque type de dépenses, on retrouve les dépenses de rémunération des employés, les autres dépenses de biens et services incluant les dépenses en capital et les transferts faits aux différents agents économiques.

Les services offerts se subdivisent en 12 fonctions bien distinctes. Chacune des fonctions comprend différentes sous-fonctions. Celles-ci donnent une idée assez précise de ce que représente la fonction.

Les programmes homogènes sont des fonctions de dépenses pour lesquelles aucun service n'est rendu. Ces programmes sont au nombre de trois et une brève explication s'impose.

- Transferts à des fins générales aux administrations locales Ce programme comprend la redistribution aux municipalités d'une partie du produit de la taxe de vente au détail ainsi que les subventions aux municipalités. A partir de l'exercice financier 1980-81, le produit de la taxe de vente est remplacé par une compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux des Affaires sociales et de l'Éducation.

- Transferts aux entreprises propres Toutes sommes versées pour le fonctionnement ou pour combler le déficit d'une entreprise publique provinciale sont incluses dans ce programme.

- Service de la dette On retrouve sous ce programme, tout montant versé pour la dette sauf les remboursements de la dette en cours.

Revenus et dépenses selon la nature économique

Revenus

Les revenus sont présentés selon les grandes natures économiques.

- Impôts directs Cette catégorie comprend les impôts sur le revenu des particuliers et des sociétés, l'impôt sur la feuille de paie, les droits successoraux et les droits imposés sur les bénéfices forestiers et miniers. Les cotisations des employés aux régimes de retraite versés au fonds consolidé du revenu, les versements aux caisses d'indemnisation des accidents du travail, les cotisations au Régime de rentes du Québec et les primes et taxes d'assurance-maladie sont également considérées comme des impôts directs des particuliers.

- Impôts indirects Le revenu de ces impôts provient des taxes de vente sur les carburants, du revenu des primes des compagnies d'assurance et du capital et des places d'affaires, des spectacles ainsi que des impôts immobiliers et de la propriété personnelle. De plus, les privilèges, licences et permis achetés par les entités commerciales, tels que les permis pour véhicules automobiles, les permis portant sur l'exploitation des ressources naturelles, etc. sont également considérés comme des impôts indirects.

- Autres transferts courants des particuliers Ces transferts comprennent les permis personnels pour véhicules automobiles et les licences et autres permis tels que les permis de pêche et de chasse. Les amendes et pénalités entrent également dans cette catégorie économique.

- Transferts d'autres niveaux d'administration publique Ce sont des transferts versés par le gouvernement fédéral et les administrations locales. Les transferts du gouvernement fédéral comprennent les transferts de nature générale ainsi que la part provinciale de l'impôt fédéral sur les successions et sur les revenus des services d'utilité publique.

- Revenus de placements Ces revenus comprennent les intérêts et dividendes et le profit sur le change étranger. Les redevances et les bénéfices déclarés des entreprises publiques figurent sous cette rubrique.

Dépenses

Les différentes natures économiques choisies pour la classification des dépenses sont les suivantes:

- Biens et services Les dépenses pour l'achat de biens et services englobent toutes les dépenses courantes relatives aux traitements et salaires, au matériel et aux fournitures, aux dépenses de voyages, aux services professionnels et aux autres dépenses finales.

- Transferts aux particuliers Ces transferts aux particuliers consistent en paiements versés aux particuliers et aux institutions à but non lucratif, en échange desquels les bénéficiaires ne rendent aucun service direct. L'intérêt sur la dette publique est également considéré comme un transfert à des particuliers.

- Transferts aux entreprises Les transferts aux entreprises comprennent les subventions accordées pour des opérations courantes et les paiements versés aux entreprises privées sous forme de subventions d'équipement.

- Transferts aux institutions publiques Les transferts aux commissions scolaires, aux cégeps, à l'Université du Québec et aux établissements publics de santé et de services sociaux sont inclus à l'intérieur de ce poste.

- Transferts à d'autres niveaux d'administration publique Les transferts effectués à d'autres échelons de l'administration publique comprennent les subventions accordées aux administrations locales.

CLASSIFICATION DE L'ACTIF ET DU PASSIF

L'un des principaux objectifs du système statistique de gestion financière étant de permettre la comparaison entre les données des diffé-

rentes administrations publiques, certains ajustements sont faits sur les principes de base du bilan. Les principaux ajustements sont les suivants:

1 - Aucune distinction n'est faite entre les dépenses d'immobilisation et et les dépenses de fonctionnement, ce qui implique que les immobilisations sont amorties au cours de l'année.

2 - Toutes les transactions à l'intérieur du gouvernement du Québec sont annulées à la colonne éliminations.

3 - La dette assumée est considérée comme une dette pour l'administration qui effectue les remboursements.

La classification des principaux éléments de l'actif comprend les catégories suivantes:

- Encaisse et dépôts Regroupe l'encaisse disponible ainsi que les dépôts.

- Effets à recevoir Cette catégorie comprend les sommes exigibles de même que les sommes accumulées.

- Avances Tous les prêts et avances sont regroupés selon la présentation qui en est faite par le gouvernement du Québec. Cependant, lorsqu'il devient évident qu'une administration publique émet des valeurs mobilières à la suite de fonds reçus, ces valeurs ne sont plus considérées comme prêts ou avances mais comme placements.

- Titres Cette catégorie regroupe les montants investis dans les valeurs mobilières, lesquelles se répartissent sous la rubrique "obligations" (destinées ou non au marché), sous la rubrique "actions" qui regroupe le capital-actions des organismes dont le gouvernement est majoritaire (plus de 50 %) et sous la rubrique "hypothèques".

- Autres éléments de l'actif Tous les éléments de l'actif qui ne font pas partie des catégories sus-mentionnées sont regroupées dans cette dernière.

La classification des principaux éléments du passif correspond aux définitions données pour l'actif.

CLASSIFICATION DE LA PROVENANCE ET DE L'UTILISATION DES FONDS

L'état de la provenance et de l'utilisation des fonds permet de voir en dehors de l'état des revenus et des dépenses, la provenance des fonds et de l'utilisation qui en est faite. La procédure employée dans le secteur public ne diffère pas tellement de celle employée dans le secteur privé car tous les deux indiquent les fonds perçus d'une diminution de l'actif ou d'une augmentation du passif, de même que les fonds utilisés pour une augmentation de l'actif ou une diminution du passif.

D'autre part, les revenus et les dépenses de capital de l'administration publique étant compris dans les revenus et dépenses généraux bruts, on ne retrouve pas de postes spécifiques dans leurs cas.

DIFFÉRENCE CONCEPTUELLE ENTRE LES DONNÉES DU BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC ET CELLES DE STATISTIQUE CANADA

La différence majeure entre les données des deux organismes concerne le traitement accordé au RREGOP. En effet, Statistique Canada considère le RREGOP comme un régime non fiduciaire et par conséquent, intégre toutes les opérations financières relatives au RREGOP.

Comme nous l'avons vu précédemment, le Bureau de la statistique du Québec n'intègre qu'une partie du RREGOP, soit la partie des revenus versés au fonds consolidé du revenu et la portion des dépenses à la charge du gouvernement.

L'autre différence concerne les contributions du gouvernement comme employeur à la CSST. Le Bureau de la statistique du Québec élimine ce

montant des revenus de la CSST et des dépenses des ministères, pour éliminer les transactions entre composantes du gouvernement. De son côté, Statistique Canada n'élimine pas ce montant.

Ces deux différences constituent les écarts de concept entre les deux organismes statistiques. D'autres écarts peuvent demeurer entre les données des deux organismes. Ceci découle habituellement d'une interprétation différente de la codification des données.

La prochaine publication devrait contenir un tableau de réconciliation entre les données de Statistique Canada et celles du Bureau de la statistique du Québec pour l'année 1983-84

Annexe 2 - Statistiques financières du gouvernement du Québec selon les Comptes publics 1984-85

Cette annexe constitue un supplément statistique aux Comptes publics 1984-85 de la province de Québec et correspond à la partie I de nos publications annuelles antérieures à 1983-84. Contrairement au début de la présente publication où l'information contenue dans les Comptes publics et dans les rapports financiers annuels des fonds spéciaux est traitée pour la rendre conforme au système de gestion des finances publiques, l'information présentée ici est telle qu'elle apparaît aux Comptes publics. Aucun traitement n'est effectué pour rendre cette information conforme au concept de gouvernement du Québec tel que présenté dans les parties I et II. Notons cependant qu'à l'intérieur de la partie II, trois tableaux présentent une réconciliation entre les données des Comptes publics et celles présentées selon le système de gestion financière.

Les tableaux de l'annexe II réunissent diverses informations contenues dans les Comptes publics de la province de Québec des dix dernières années. Cependant, aucun ajustement n'est effectué, dans la série chronologique, pour rendre les données comparables d'une année à l'autre. Les données présentées sont conformes à celles apparaissant dans les Comptes publics des années concernées, sauf pour les tableaux 3 et 4 où l'année précédente est révisée pour la rendre comparable à l'année en cours.

ÉVOLUTION DES FINANCES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DE 1975-76 À 1984-85

Finances du gouvernement du Québec, 1975-76 à 1984-85

Au cours de la période s'étendant de 1975-76 à 1984-85, les revenus bruts du gouvernement du Québec passent de 7 917 716 000 $ à 22 310 027 000 $, ce qui représente une hausse globale de 181,8 %. Cette hausse se traduit par un taux de croissance annuel composé de 12,2 %. Exprimée en dollars constants de 1971, la croissance globale des revenus

est de 29,2 % pour l'ensemble de la décennie, ce qui constitue un taux de croissance annuel composé de 2,9 %.

Par ailleurs, pendant cette même période, les dépenses du gouvernement du Québec passent de 8 791 122 000 $ à 25 542 499 000 $ en dollars courants et de 6 046 164 000 $ à 8 057 571 000 $ en dollars constants de 1971. Les dépenses connaissent donc une hausse globale de 190,5 % et un taux de croissance annuel composé de 12,6 %. En dollars constants, la croissance globale enregistrée est de 33,3 % alors que le taux de croissance annuel composé s'établit à 3,2 %.

Durant ce laps de temps, la dette à long terme du gouvernement du Québec s'accroît de 295,1 % en dollars courants et de 81,2 % en dollars constants de 1971. Elle passe de 4 864 268 000 $ à 19 217 568 000 $ en dollars courants et de 3 345 439 000 $ à 6 062 324 000 $ en dollars constants. Le taux de croissance annuel composé est de 16,5 % en dollars courants et de 6,8 % en dollars constants. L'accroissement de la dette à long terme est dû aux déficits budgétaires et aux autres besoins de financement du gouvernement survenus au cours des dix dernières années.

Le gouvernement provincial dans l'économie québécoise

L'analyse des finances du gouvernement du Québec par rapport aux principaux indicateurs économiques démontre que celui-ci occupe une place moins importante dans l'économie québécoise en 1984-85. Ainsi, les revenus bruts du gouvernement représentent 25,3 % du revenu personnel au Québec en 1984-85 comparativement à 26,2 % en 1983-84. De même, en 1984-85, le rapport entre les dépenses du gouvernement et le produit intérieur brut québécois s'établit à 26,2 % comparativement à 27,1 % en 1983-84.

Par ailleurs, on observe que la part relative des traitements et salaires payés directement par le gouvernement du Québec aux employés de la Fonction publique en rapport avec l'ensemble des salaires, traitements et revenus complémentaires au Québec a tendance à demeurer très stable au cours de la décennie étudiée. Cette proportion est de 4,3 % en 1984-85 et elle se maintient entre 4,0 % et 4,4 % depuis 1975-76.

Par ailleurs, la dette à long terme considérée en rapport avec les revenus perçus par le gouvernement provincial au cours de l'année suivante démontre que l'importance relative de la dette à long terme s'accroît au cours des dix dernières années. En effet, alors que ce rapport s'établit à 52,8 % en 1975-76, il atteint, en 1984-85, 79,6 %. Cette situation s'explique par l'accroissement des déficits budgétaires et autres besoins de financement du gouvernement du Québec.

Les dépenses des principaux ministères

Les dépenses des ministères varient, d'une année à l'autre, en fonction des responsabilités dévolues à chacun, des charges administratives ainsi que de la réalisation des objectifs gouvernementaux. L'importance relative des dépenses des ministères fluctue donc selon les années.

En 1984-85, le ministère de l'Éducation occupe de nouveau le premier rang avec des dépenses de 6 293 063 000 $. Au cours de la décennie étudiée, la part relative de ce ministère varie entre 24,6 % et 29,8 %; en 1984-85, elle s'établit à 24,6 %.

Le ministère des Affaires sociales conserve la deuxième place avec des dépenses de 5 765 297 000 $ et une part relative de 22,6 %. Jusqu'en 1979-80, la part relative du ministère des Affaires sociales est toujours au-dessus de 30,0 %, mais depuis le transfert de la gestion des régimes de sécurité du revenu au ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, la part relative du ministère des Affaires sociales se situe sous le seuil des 24,0 %.

Le ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu occupe, pour une troisième année consécutive, le troisième rang, devant le ministère des Finances. Avec des dépenses qui s'élèvent à 2 604 164 000 $ en 1984-85, la part relative du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu est de 10,2 % comparativement à des dépenses de 2 506 965 000 $ (dont 2 416 004 182 $ pour le service de la dette) et une part relative de 9,8 % pour le ministère des Finances.

Par ailleurs, bien qu'il assume la majeure partie des dépenses en immobilisations du gouvernement du Québec, le ministère des Transports vient au cinquième rang au chapitre des dépenses en 1984-85. Ses dépenses s'élèvent à 1 630 598 000 $ et sa part relative s'établit à 6,4 % comparativement à 11,3 % en 1975-76.

Enfin, la Régie de l'assurance-maladie du Québec occupe le sixième rang avec des dépenses de 1 456 510 000 $ et une part relative de 5,7 %.

Les dépenses en immobilisations

Le ministère des Transports effectue la majeure partie des dépenses en immobilisations du gouvernement provincial. En 1984-85, les dépenses en immobilisations de ce ministère s'élèvent à 476 653 000 $ sur un total de 575 854 000 $, ce qui représente 82,8 %.

Avec des dépenses en immobilisations de 6 245 000 $ et une part relative de 1,1 % seulement, le ministère des Travaux publics et Approvisionnement qui occupait le deuxième rang depuis 1976-77, ne détient plus que le septième rang. Ceci découle de la création de la Société immobilière du Québec qui remplace en majeure partie le ministère des Travaux publics en 1984-85.

Le ministère des Loisirs, Chasse et Pêche et le ministère de l'Énergie et des Ressources, avec des parts relatives respectives de 3,8 % et 2,9 %, occupent maintenant le deuxième et le troisième rang.

La dette publique

En 1984-85, la dette publique du gouvernement du Québec augmente de 2 212 996 000 $ comparativement à 925 887 000 $ en 1975-76. Les emprunts effectués totalisent 3 281 015 000 $ comparativement à 1 413 514 000 $ en 1975-76. Les remboursements d'emprunts s'établissent à 994 410 000 $ contre 454 530 000 $ en 1975-76 et les contributions au fonds d'amortissement sont de 73 609 000 $ comparativement à 28 389 000 $ en 1975-76.

Par ailleurs, les nouveaux emprunts à long terme se chiffrent à 3 281 015 000 $ en 1984-85 comparativement à 1 026 264 000 $ en 1975-76. Les obligations en dollars canadiens représentent 35,4 % de l'ensemble des emprunts à long terme en 1984-85 et les obligations d'épargne 37,6 %.

FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC AU COURS DE L'EXERCICE FINANCIER 1984-85

Les opérations budgétaires, les opérations non budgétaires et les remboursements d'emprunts sont les trois types d'opération que doit financer le gouvernement.

Pour l'exercice financier 1984-85, les opérations budgétaires accusent un déficit de 3 232 472 000 $ comparativement à 3 112 545 000 $ pour l'exercice financier 1983-84.

Les opérations non budgétaires se soldent par un surplus de 1 230 471 000 $, soit 338 707 000 $ de plus qu'en 1983-84. Ces opérations se composent principalement des comptes des régimes de retraite qui apportent un surplus de 1 183 462 000 $ en 1984-85. Les placements occasionnent un déboursé de 171 826 000 $, destiné principalement aux entreprises du gouvernement du Québec, alors que les autres comptes entraînent un surplus de 218 835 000 $.

Enfin, les remboursements d'emprunts, incluant les contributions au fonds d'amortissement, se chiffrent à 1 068 019 000 $ comparativement à 562 507 000 $ pour l'exercice financier 1983-84. La majorité de ces remboursements d'emprunts est attribuable aux remboursements d'obligations qui représentent 84,7 % du total.

Pour l'exercice financier 1984-85, le déficit total de ces trois opérations s'élève donc à 3 070 020 000 $, auquel il faut ajouter la hausse de 210 995 000 $ de l'encaisse. Les nouveaux emprunts totalisant 3 281 015 000 $ servent à financer ces besoins.

Par ailleurs, la dette du gouvernement du Québec, au 31 mars 1985, atteint 20 622 568 000 $, soit 12,0 % de plus qu'au 31 mars 1984. Les émissions d'obligations en monnaie canadienne s'élèvent à 10 659 774 000 $, celles en monnaie américaine à 2 397 402 000 $, celles en d'autres monnaies à 1 582 654 000 $ et le fonds d'amortissement se chiffre à 205 699 000 $. Le solde des bons du trésor est de 1 405 000 000 $, les autres emprunts obligataires totalisent 2 999 719 000 $ dont 2 666 929 000 $ en obligations d'épargne du Québec, et les autres emprunts atteignent 1 783 718 000 $.

Tableau 1
Revenus bruts, dépenses brutes et dette à long terme du gouvernement du Québec, par exercice financier, Québec, 1975-76 à 1984-85

Exercice financier[1]	Dollars courants			Dollars constants de 1971[2]		
	Revenus bruts	Dépenses brutes	Dette à long terme[3]	Revenus bruts	Dépenses brutes	Dette à long terme
			'000 $			
1975-76	7 917 716	8 791 122	4 864 268	5 445 472	6 046 184	3 345 439
1976-77	9 217 265	10 208 430	5 961 964	5 807 980	6 432 553	3 756 791
1977-78	11 168 275	12 052 406	6 784 641	6 437 046	6 946 632	3 909 928
1978-79	11 923 545	13 398 032	7 979 985	6 328 845	7 111 482	4 235 661
1979-80	13 306 670	15 123 200	8 987 945	6 447 030	7 327 132	4 354 624
1980-81	14 681 392	17 558 748	11 504 654	6 383 214	7 634 257	5 002 023
1981-82	17 471 574	20 359 807	12 826 169	6 714 671	7 824 676	4 929 350
1982-83	19 210 266	22 259 298	14 850 091	6 698 140	7 761 261	5 177 896
1983-84	21 410 989	24 523 514	16 924 572	7 061 665	8 088 250	5 581 983
1984-85	22 310 027	25 542 499	19 217 568	7 037 863	8 057 571	6 062 324

Les notes explicatives sont à la fin.

Sources: Ministère des Finances. Gouvernement du Québec, Comptes publics, 1984-85.
Bureau de la statistique du Québec. Statistiques financières du gouvernement du Québec, 1983-84.

Tableau 2
Finances du gouvernement du Québec par rapport aux principaux indicateurs économiques, Québec, 1975-76[4] à 1984-85

Description	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85
1. Revenus bruts du gouvernement du Québec ('000 000 $)	7 918	9 217	11 168	11 924	13 307	14 681	17 472	19 210	21 411	22 310
2. Revenu personnel au Québec ('000 000 $)	33 801	39 318	43 382	48 204	53 726	61 213	71 383	77 761	81 641	88 218
3. Revenus bruts du gouvernement du Québec en pourcentage du revenu personnel (%)	23,4	23,4	25,7	24,7	24,8	24,0	24,5	24,7	26,2	25,3
4. Dépenses brutes du gouvernement du Québec ('000 000 $)	8 791	10 208	12 052	13 398	15 125	17 559	20 360	22 259	24 524	25 542
5. P.I.B. du Québec (au prix du marché) ('000 000 $)	39 715	46 671	50 575	56 553	62 977	70 312	80 015	84 008	90 432	97 631
6. Dépenses brutes du gouvernement du Québec en pourcentage du P.I.B. (%)	22,1	21,9	23,8	23,7	24,0	25,0	25,4	26,5	27,1	26,2
7. Traitements et salaires payés par le gouvernement du Québec ('000 000 $)	961	1 122	1 286	1 309	1 561	1 806	2 030	2 187	2 267	2 403
8. Rémunération des salariés au Québec ('000 000 $)	23 491	27 547	30 069	33 088	36 784	41 762	47 995	50 091	52 282	55 706
9. Traitements et salaires payés par le gouvernement du Québec en pourcentage des salaires, traitements et revenus complémentaires au Québec (%)	4,1	4,1	4,2	4,0	4,2	4,3	4,2	4,4	4,3	4,3
10. Dette à long terme du gouvernement du Québec ('000 000 $)	4 864	5 962	6 765	7 980	8 988	11 505	12 826	14 850	16 925	19 218
11. Dette à long terme en pourcentage des revenus bruts du gouvernement du Québec[5] (%)	52,8	53,4	56,7	60,0	61,1	65,8	66,8	69,4	75,9	79,6

Les notes explicatives sont à la fin.

Sources: Ministère des Finances. Gouvernement du Québec, Comptes publics, 1984-85.
Ministère des Finances. Discours sur le budget: budget 1985-86.
Bureau de la statistique du Québec. Comptes économiques des revenus et dépenses: Québec 1961-1984.
Bureau de la statistique du Québec. Statistiques financières du gouvernement du Québec, 1985-84.

Tableau 3
Dépenses brutes du gouvernement du Québec, par ministère et par exercice financier[6], Québec, 1975-76 à 1984-85

Description	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85
					'000 $					
Affaires culturelles	38 176	43 911	56 951	68 977	76 511	93 747	108 220	122 588	135 189	161 950
Affaires municipales	252 202	207 872	210 629	268 296	380 272	346 773	410 724	421 909	451 946	505 718
Affaires sociales	2 989 520	3 473 877	3 810 538	4 301 825	4 748 394	4 096 464	4 544 241	5 194 227	5 438 346	5 765 297
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	194 430	198 615	220 088	245 310	293 675	347 057	373 932	422 022	415 617	461 419
Assemblée nationale	19 589	22 141	26 087	31 219	33 936	36 530	41 839	56 082	58 564	64 913
CARRA	-	-	-	-	-	-	558 172	608 366	-	-
Commerce extérieur	-	-	-	-	-	-	2 129	10 504	13 498	18 196
Communautés culturelles et Immigration	8 647	10 148	11 358	13 620	18 498	26 808	32 015	42 561	42 557	45 552
Communications	55 127	64 011	80 823	95 701	111 183	123 102	139 471	154 720	194 400	207 043
Conseil du trésor	1 772	2 443	3 104	3 997	5 686	5 802	7 299	9 279	12 274	12 745
Conseil exécutif	54 309	47 397	86 661	85 644	96 536	277 946	140 302	116 281	145 480	178 279
Éducation	2 417 721	3 037 343	3 527 555	3 709 453	3 931 995	5 064 752	5 950 359	6 101 398	6 589 002	6 295 063
Energie et Ressources	129 088	133 989	148 000	179 832	180 877	205 064	254 585	249 345	282 176	349 981
Enseignement supérieur, Science et Technologie	-	-	-	-	-	-	-	-	11 573	27 570
Environnement	-	-	19 587	27 136	58 589	83 014	89 837	111 379	123 500	141 548
Finances	424 902	525 767	633 050	774 207	909 280	1 252 643	1 713 852	1 990 682	2 368 251	2 506 985
Fonction publique	146 118	176 439	98 008	117 838	459 792	527 141	133 210	146 041	-	-
Habitation et Protection du consommateur	-	-	-	-	-	-	202 072	262 596	296 988	344 475
Industrie et Commerce	71 424	90 057	105 777	121 673	121 816	143 304	142 242	155 509	285 070	368 068
Institutions financières et Coopératives	10 187	11 454	14 938	18 667	21 637	16 777	16 889	-	-	-
Justice	259 011	320 704	321 412	360 506	414 908	478 471	580 705	601 997	646 115	707 028
Loisirs, Chasse et Pêche	110 207	91 816	115 647	145 455	179 261	190 841	191 819	206 281	221 643	232 985
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	44 659	59 156	61 735	70 491	107 470	1 385 003	1 674 881	2 017 754	2 430 425	2 604 184
Organismes relevant du ministre délégué à l'administration	-	-	-	-	-	-	-	-	820 386	930 798
Régie de l'assurance-maladie du Québec	-	-	705 176	780 196	932 582	1 083 718	1 173 436	1 162 620	1 356 593	1 456 510
Relations internationales	16 713	21 708	30 150	36 644	42 312	46 981	44 776	48 514	49 246	56 486
Revenu	412 442	452 706	481 170	566 543	473 706	189 785	200 789	221 534	240 347	231 209
Tourisme	-	-	-	-	-	-	-	-	13 328	27 228
Transports	992 537	1 037 734	1 080 529	1 137 380	1 261 331	1 275 444	1 380 945	1 486 648	1 578 365	1 630 386
Travail	-	-	-	-	-	-	12 057	37 245	40 119	42 136
Travaux publics et Approvisionnements	138 250	138 463	181 936	215 381	251 298	281 381	279 209	301 817	262 540	150 571
Montant porté à la provision pour créances irrécouvrables	24 091	40 399	41 501	22 041	31 516	-	-	-	-	-
Total	8 790 122	10 289 [illegible]	12 882 [illegible]	13 [illegible]	15 123 [illegible]	17 [illegible]	20 [illegible]	22 [illegible]	26 [illegible]	28 [illegible]

Les notes explicatives sont à la fin.

Sources: Ministère des Finances. Gouvernement du Québec, Comptes publics, 1984-85.
Bureau de la statistique du [illegible]. [illegible] du Québec, 1980-86.

Tableau 4
Part relative des ministères dans les dépenses brutes du gouvernement du Québec, par exercice financier, Québec, 1975-76 à 1984-85

Description	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85
					%					
Affaires culturelles	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6
Affaires municipales	2,9	2,0	1,7	2,0	2,4	2,0	2,0	1,9	1,8	2,0
Affaires sociales	33,8	34,0	31,6	32,1	31,4	23,3	22,3	23,4	22,2	22,6
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	2,2	2,0	1,8	1,8	1,9	2,0	1,8	1,9	1,7	1,8
Assemblée nationale	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3
CARRA	-	-	-	-	-	-	2,7	2,7	-	-
Commerce extérieur	-	-	-	-	-	-	--	--	0,1	0,1
Communautés culturelles et Immigration	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2
Communications	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8
Conseil du trésor	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Conseil exécutif	0,6	0,5	0,7	0,7	0,7	1,6	0,7	0,6	0,6	0,7
Éducation	27,5	29,8	29,3	27,7	26,0	28,8	29,2	27,5	26,9	24,6
Energie et Ressources	1,4	1,4	1,2	1,4	1,2	1,2	1,3	1,1	1,2	1,4
Enseignement supérieur, Science et Technologie	-	-	-	-	-	-	-	-	--	0,1
Environnement	-	-	0,2	0,2	0,4	0,5	0,4	0,5	0,5	0,6
Finances	4,8	5,1	5,3	5,8	6,0	7,1	8,4	8,8	9,7	9,8
Fonction publique	1,7	1,7	0,8	0,9	3,1	3,0	0,7	0,7	-	-
Habitation et Protection du consommateur	-	-	-	-	-	-	1,0	1,1	1,2	1,4
Industrie et Commerce	0,8	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,7	0,7	1,2	1,4
Institutions financières et Coopératives	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-	-
Justice	2,9	3,1	2,7	2,7	2,7	2,7	2,8	2,7	2,6	2,8
Loisirs, Chasse et Pêche	1,3	0,9	1,0	1,1	1,2	1,1	0,9	0,9	0,9	0,9
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	0,5	0,6	0,5	0,5	0,7	7,9	8,2	9,2	9,9	10,2
Organismes relevant du ministre délégué à l'administration	-	-	-	-	-	-	-	-	3,3	3,6
Régie de l'assurance-maladie du Québec	-	-	5,8	5,8	6,2	6,2	5,8	5,2	5,5	5,7
Relations internationales	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2
Revenu	4,8	4,4	4,0	4,2	3,1	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0
Tourisme	-	-	-	-	-	-	-	-	0,1	0,1
Transports	11,3	10,2	8,8	8,5	8,4	7,3	6,7	6,7	6,4	6,4
Travail	-	-	-	-	-	-	0,1	0,1	0,2	0,2
Travaux publics et Approvisionnements	1,6	1,4	1,5	1,6	1,7	1,5	1,4	1,4	1,1	0,6
Montant porté à la provision pour créances irrécouvrables	0,3	0,4	0,3	0,2	0,2	-	-	-	-	-
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Les notes explicatives sont à la fin.

Sources: Ministère des Finances. Gouvernement du Québec, Comptes publics, 1984-85.
Bureau de la statistique du Québec. Statistiques financières du gouvernement du Québec, 1983-84.

Tableau 5
Dépenses en immobilisations du gouvernement du Québec, par ministère et par exercice financier[7], Québec, 1975-76 à 1984-85

Description	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85
					'000 $					
Affaires culturelles	3 327	2 802	3 275	2 904	3 753	2 771	2 440	3 533	2 891	2 151
Affaires municipales	609	340	110	168	285	439	75	179	276	481
Affaires sociales	2 418	532	973	398	554	828	683	194	592	737
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	4 062	3 659	5 560	4 889	5 378	4 009	3 124	4 373	8 454	8 177
Assemblée nationale	124	69	135	695	392	918	257	264	500	2 508
CARRA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Commerce extérieur	-	-	-	-	-	-	-	39	87	129
Communautés culturelles et Immigration	84	91	55	134	96	54	97	233	352	324
Communications	1 782	756	2 416	759	1 010	962	1 271	2 109	3 049	4 522
Conseil du trésor	7	-	9	17	71	43	81	56	123	216
Conseil exécutif	155	114	165	450	671	1 247	679	625	357	1 944
Éducation	309	236	4 901	377	942	950	1 700	1 037	1 217	2 518
Energie et Ressources	31 032	18 989	27 713	40 753	33 208	20 443	22 270	26 056	22 514	16 929
Enseignement supérieur, Science et Technologie	-	-	-	-	-	-	-	-	33	114
Environnement	-	-	404	656	685	2 465	1 842	3 728	6 415	9 689
Finances	139	106	88	149	139	66	113	88	500	959
Fonction publique	88	77	56	50	190	96	84	71	101	-
Habitation et Protection du consommateur	-	-	-	-	-	-	16	287	388	461
Industrie et Commerce	6 872	5 497	6 496	3 563	4 389	2 338	793	625	872	799
Institutions financières et Coopératives	82	43	52	77	139	72	35	30	-	-
Justice	4 676	4 056	5 642	6 698	7 410	5 852	7 835	7 586	6 617	10 989
Loisirs, Chasse et Pêche	49 461	19 679	28 722	17 862	21 864	18 663	14 150	24 696	34 258	21 894
Main-d'oeuvre et Sécurité du Revenu	157	78	136	151	202	154	217	1 978	1 644	1 307
Organisme relevant du ministre délégué à l'administration	-	-	-	-	-	-	-	-	-	398
Régie de l'assurance-maladie du Québec	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Relations internationales	126	110	104	117	180	110	153	196	574	676
Revenu	275	190	1 091	265	420	474	843	741	904	3 636
Tourisme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	980
Transports	603 547	509 250	462 503	451 883	467 575	446 880	450 316	390 087	402 693	476 653
Travail	-	-	-	-	-	-	-	34	141	218
Travaux publics et Approvisionnements	38 116	23 251	37 203	52 860	57 234	51 708	60 384	66 704	43 397	6 245
Total	**747 448**	**589 925**	**587 969**	**585 875**	**606 787**	**581 542**	**559 488**	**535 586**	**539 080**	**575 684**

Les notes explicatives sont à la fin.

Source: Ministère des Finances. Gouvernement du Québec, Comptes publics, 1984-85.
Bureau de la statistique du Québec. Statistiques financières du gouvernement du Québec, 1983-84.

Tableau 6
Opérations de la dette du gouvernement du Québec, par exercice financier, Québec, 1975-76 à 1984-85

	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85
					'000 $					
Emprunts effectués[8]										
Bons du trésor[9]	207 250	312 300	-	-	135 000	255 000	620 000	315 000	160 000	-
Obligations	791 780	1 008 601	713 536	1 163 000	1 154 337	1 775 000	1 839 821	1 671 980	1 830 429	1 986 683
Obligations d'épargne	347 216	316 527	-	167 843	114 135	971 021	231 074	680 564	729 987	1 233 941
Régimes de pensions	8 021	7 653	7 500	7 334	7 864	6 453	6 516	5 321	5 332	5 400
Autres	59 247	21 635	321 319	235 571	238 386	344 790	254 401	116 032	71 320	134 991
Dettes assumées	-	-	-	1 747	-	-	-	-	-	-
Somme partielle	1 413 514	1 666 816	1 042 364	1 575 494	1 648 922	3 352 864	2 951 612	2 788 897[10]	2 796 988	3 281 015
Remboursements d'emprunts										
Bons du trésor	231 588	312 398	-	-	-	-	-	-	-	80 000
Obligations	131 522	114 011	103 601	153 564	234 495	165 753	413 912	222 058	218 412	399 647
Obligations d'épargne	79 794	171 183	46 967	145 281	207 977	273 252	536 922	163 418	288 001	501 979
Autres	7 504	25 664	34 912	15 312	16 984	83 406	2 042	3 448	2 363	9 622
Dettes assumées	4 122	4 637	7 290	4 807	3 518	4 316	4 130	3 510	3 002	3 162
Somme partielle	454 530	627 893	192 770	318 944	462 954	526 707	957 006	392 414	511 778	994 410
Contributions au fonds d'amortissement	28 389	32 741	46 917	41 206	43 008	54 448	53 081	57 561	50 729	73 609
Autres opérations										
Ajustements des dettes assumées	(176)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rajustement de la dette nette	(4 348)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prime de change sur les obligations annulées	(184)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Augmentation de la dette publique	925 887	1 006 182	802 677	1 215 344	1 142 989	2 771 789	1 941 515	2 338 922	2 234 481	2 212 886

Les notes explicatives sont à la fin.

Source: Ministère des Finances. Gouvernement du Québec, Comptes publics, 1984-85.
Bureau de la statistique du Québec. Statistiques financières du gouvernement du Québec, 1983-84.

Tableau 7
Emprunts à long terme du gouvernement du Québec, par exercice financier, Québec, 1975-76 à 1984-85

	Emprunts en dollars canadiens									
	Obligations	Obligations d'épargne	Régime de pensions du Canada	Autres emprunts	Notes escomptées	Emprunts en dollars des États-Unis[1]	Emprunts en autres monnaies[1]	Total	Changements annuels	Indice
				'000 $					%	1975-76=100
1975-76	547 000	347 216	8 021	58 267	-	244 780	-	1 205 284	121,6	100,0
1976-77	730 000	316 527	7 653	21 635	-	195 598	63 211	1 354 616	12,3	132,0
1977-78	580 000	-	7 509	6 679	-	381 372	66 884	1 042 364	(23,0)	101,6
1978-79	935 000	167 843	7 324	1 618	1 747	233 953	228 009	1 575 494	51,1	153,5
1979-80	976 800	114 135	7 064	88 489	-	169 897	177 557	1 513 922	(3,9)	147,5
1980-81	1 775 600	971 021	6 453	-	-	344 780	-	3 097 884	[illegible]	[illegible]
1981-82	1 175 000	231 074	6 316	-	-	445 737	472 885	2 331 612	(24,7)	227,2
1982-83	1 100 000	688 564	5 321	33 404	-	245 561	381 964	2 446 814	4,9	238,4
1983-84	1 155 000	729 907	5 332	1 191	-	585 272	180 286	2 636 988	7,8	256,9
1984-85	1 162 192	1 235 941	5 480	1 386	-	597 125	280 971	3 281 015	24,4	319,7

Les notes explicatives sont à la fin.

Source: Ministère des Finances. Gouvernement du Québec, Comptes publics, 1984-85.
Bureau de la statistique du Québec. Statistiques financières du gouvernement du Québec, 1983-84.

Tableau 8
Financement du gouvernement du Québec, par exercice financier, Québec, 1983-84 et 1984-85

	1983-84	1984-85
	'000 $	
Besoins financiers bruts		
Opérations budgétaires		
Revenus	21 410 969	22 310 027
Dépenses	24 523 514	25 542 499
Surplus ou déficit des opérations budgétaires	(3 112 545)	(3 232 472)
Opérations non budgétaires		
Placements:		
Entreprises du gouvernement du Québec	(138 071)	(180 980)
Municipalités et organismes municipaux	1 389	1 580
Particuliers et autres	(14 080)	7 574
Surplus ou déficit des placements	(150 562)	(171 826)
Régimes de retraite		
Contributions des participants et contributions de certains organismes	183 036	175 335
Contributions du gouvernement à titre d'employeur	1 232 881	1 416 634
Pensions et autres paiements	(359 185)	(408 507)
Surplus ou déficit des régimes de retraite	1 056 732	1 183 462
Autres comptes		
Comptes de l'actif (variation par rapport à l'exercice financier précédent)		
Espèces et effets en main	(21 175)	(15 423)
Comptes à recevoir	(197 051)	(103 310)
Intérêts courus	4 219	1 053
Comptes du passif (variation par rapport à l'exercice financier précédent)		
Chèques en circulation	(108 178)	89 245
Avances des fonds en fidéicommis	2 803	2 932
Comptes d'accord de perception fiscale	(5 995)	18 514
Comptes à payer	221 457	47 309
Intérêts courus	89 514	178 515
Surplus ou déficit des autres comptes	(14 406)	218 835
Surplus ou déficit des opérations non budgétaires	891 764	1 230 471
Remboursements d'emprunts		
Obligations	(509 415)	(904 788)
Bons du trésor	-	(80 000)
Autres emprunts	(2 363)	(9 622)
Dettes assumées	-	-
Contributions aux fonds d'amortissement	(50 729)	(73 609)
Total des remboursements d'emprunts	(562 507)	(1 068 019)
Total	(2 783 288)	(3 070 888)
Financement		
Variation de l'encaisse	(13 700)	(210 985)
Nouveaux emprunts	2 796 988	3 281 015
Total	2 783 288	3 070 888

Les notes explicatives sont à la fin.

Sources: Ministère des Finances. Gouvernement du Québec, Comptes publics, 1984-85.
Bureau de la statistique du Québec. Statistiques financières du gouvernement du Québec, 1983-84.

Tableau 9
Dette[a] du gouvernement du Québec, au 31 mars, Québec, 1984 et 1985

	1983-84		1984-85		Variation	
	'000 $	%	'000 $	%	'000 $	%
Obligations						
En dollars canadiens	9 819 497	53,3	10 659 774	51,7	840 277	8,6
En dollars des États-Unis	1 879 880	10,2	2 397 402	11,6	517 522	27,5
Autres monnaies	1 488 222	8,0	1 602 654	7,7	114 432	7,8
Somme partielle	13 187 599	71,5	14 659 830	71,0	1 472 231	11,2
Moins						
Fonds d'amortissement	187 289	0,9	205 689	1,0	38 410	22,9
Somme partielle	13 000 310	70,6	14 454 131	70,0	1 433 821	11,0
Autres emprunts obligataires						
Obligations d'épargne du Québec	1 934 967	10,5	2 666 929	12,9	731 962	37,8
Régime de pensions du Canada	104 474	0,6	109 874	0,5	5 400	5,2
Aide à la croissance de l'emploi	222 916	1,2	222 916	1,2	-	-
Somme partielle	2 262 357	12,3	2 999 719	14,6	737 362	32,6
Autres emprunts moins fonds d'amortissement	1 661 905	9,0	1 783 718	8,6	121 813	7,3
Bons du trésor	1 485 000	8,1	1 405 000	6,8	(80 000)	5,4
Total	18 409 572	100,0	20 622 568	100,0	2 212 996	12,0

Les notes explicatives sont à la fin.

Source: Ministère des Finances. Gouvernement du Québec, Comptes publics, 1984-85.
Bureau de la statistique du Québec. Statistiques financières du gouvernement du Québec, 1983-84.

Notes explicatives

1. L'exercice financier du gouvernement du Québec s'étend du 1er avril au 31 mars.

2. Les revenus bruts, les dépenses brutes et la dette à long terme du gouvernement du Québec sont convertis en dollars constants de 1971 sur la base de l'indice de prix à pondération fixe de la dépense nationale brute. Cet indice provient de la publication "Comptes nationaux des revenus et des dépenses, système de comptabilité nationale", catalogue 13-001 de Statistique Canada, tableau 12 (demande intérieure finale).

3. La dette à long terme du gouvernement du Québec comprend les obligations (moins le fonds d'amortissement) et les autres emprunts à long terme à la fin de l'exercice financier. Les bons du trésor sont exclus de la dette à long terme, car ils ont une durée inférieure à un an; ils font cependant partie de la dette publique.

4. L'année 1975-76 signifie pour le gouvernement du Québec l'exercice financier terminé le 31 mars 1976. Le produit intérieur brut du Québec, le revenu personnel et les salaires, traitements et revenus complémentaires, sont sur la base de l'année civile 1975. La même remarque s'applique aux autres années impliquées.

5. La dette à long terme en pourcentage des revenus bruts du gouvernement du Québec comprend le montant de la dette à long terme à la fin d'un exercice financier en comparaison avec les revenus bruts de l'exercice financier suivant. Par exemple, la dette à long terme au 31 mars 1984 est comparée avec les revenus bruts de l'exercice financier 1984-85.

Par ailleurs, la dette à long terme au 31 mars 1985 est comparée avec la prévision des revenus budgétaires de 1985-86, indiquée dans le discours du budget 1985-86.

6. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs de l'année financière terminée le 31 mars 1984 ont été reclassés pour se conformer à la présentation de l'année financière terminée le 31 mars 1985. Ces reclassements n'ont eu aucun effet sur le déficit des opérations budgétaires et la dette nette tels que déjà rapportés.

Cependant, les données antérieures à l'exercice financier 1983-84 n'ont pas été révisées pour tenir compte des différents changements ayant eu lieu. Ce tableau doit donc être examiné à titre indicatif seulement.

7. Les données antérieures à 1984-85 n'ont pas été révisées pour tenir compte des changements de ministères et des transferts de services entre ministères. Ce tableau doit donc être examiné à titre indicatif seulement.

8. Les dettes en monnaie du Canada sont inscrites à leur valeur nominale.

Les dettes en monnaie étrangère sont inscrites en équivalent canadien de leur valeur de réalisation ou de leur valeur nominale aux dates de réalisation des emprunts ou d'acceptation des dettes.

Pour ce qui est des titres émis à un fort taux d'escompte, les dettes sont inscrites à leur valeur de réalisation augmentée à la date d'anniversaire de l'emprunt, de la capitalisation de l'escompte s'apparentant à de l'intérêt.

Lors de la substitution ou de la renégociation d'un emprunt, l'équivalent canadien de la devise étrangère inscrit au moment de la réalisation demeure inchangé.

9. Les bons du trésor sont traités au net à partir de 1979-80. Durant l'exercice financier 1984-85, 5 450 000 000 $ ont été émis alors que 5 530 000 000 $ ont été remboursés. La diminution du solde est donc de 80 000 000 $.

10. Incluant un billet de 50 583 068 $ émis à l'Office des autoroutes du Québec, réduit à 27 082 408 $, après déduction d'un fonds d'amortissement de 23 500 660 $, relativement à l'intégration des opérations de l'Office à celles du gouvernement.

11. Si les taux de change en vigueur au 31 mars 1985 avaient été appliqués aux obligations et autres emprunts en monnaie étrangère, ces dettes auraient été augmentées de 582,7 millions de dollars (442,0 millions de dollars en 1984) dont 17,3 millions de dollars pour le montant venant à échéance au cours de l'année financière 1984-1985.